PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

3 NOVEMBRE 1964 - N° 23 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

LA TRÈS DÉMOCRATIQUE RÉPUBLIQUE DU SUD-VIETNAM

Il y a un an, le tout puissant Diem et son beau-frère Nhu étaient abattus. Le 1er novembre 63 Saïgon en liesse ouvrait les portes des prisons et fêtait la fin de la dictature des Ngo. Le temps des réjouissances ne devait cependant pas durer longtemps. Rapidement s'ouvrait une ère de rivalités pour le pouvoir entre généraux. Au niveau du gouvernement cela donna le ballet des Kiem-Minh et Khan et, dans le pays, des affrontements sanglants entre boudhistes et catholiques, affrontements sur la base de différences politiques et sociales réelles, mais amplement utilisées par les militaires rivaux (Kiem boudhiste, Khan catholique).

Aujourd'hui, depuis le 27 octobre, un « gouvernement civil » est censé représenter les aspiration de la population et en particulier celles des manifestants étudiants.

Mais si les généraux sont écartés du gouvernement, la guerre n'en continue pas moins. « France-Soir » a publié la photo d'une scène de torture où l'on voit un prisonnier Vietcong (prisonnier de l'armée du gouvernement de Saïgon qu'encadrent les techniciens américains) subir le « supplice de la jarre ». La même semaine, le « New York Times », journal américain, publiait la même photo et une représentant un Vietcong que l'on interrogeait en lui tailladant le ventre avec un couteau.

L'aviation américaine ne bombarde plus pour le moment les côtes du Vietnom Nord afin de « protéger » la flotte américaine « menacée » par les vedettes d'Ho Chi Min, mais la sale guerre du « Sud-Vietnam », qui fait rage depuis plus de quatre ans, dure encore.

A la veille des élections américaines, sans doute, Johnson peut-il s'estimer satisfait de ce que cette guerre ne fasse pas beaucoup plus de bruit.

A part bien sûr le raid récent au cours duquel un commando Vietcong a détruit au mortier (avec des obus américains « récupérés ») plusieurs bombardiers, chasseurs, hélicoptères représentant une partie importante de la flotte aérienne U.S. au Sud-Vietnam. Mais, comme l'ont dit les commentateurs américains, cela intervient trop tard pour influencer les élections.

Johnson peut même être satisfait de la « pause » relative au niveau du sensationnel « politique » puisque, pour le moment, satisfaction a été donnée en principe au peuple du Sud-Vietnam en lui offrant un gouvernement « civil ».

Ce silence, celui des victimes, c'est évidemment l'essentiel pour le gouvernement américain. Mais un an après la chute de Diem, les problèmes restent les mêmes au Sud-Vietnam. Rien n'est réglé. Le Vietnam est toujours coupé en deux et la guerre fait rage dans le Sud. Certes, pour le gouvernement américain le problème n'est pas de trouver une « solution » définitive au Sud-Vietnam. Car de solution permettant sa présence, il n'y en a pas.

Le rétablissement de la paix au Sud-Vietnam exige, comme préalable, l'éviction de la présence américaine. Or, le gouvernement américain a montré, dans les faits, qu'il avait décidé de rester au sud du 17e parallèle. Pour lui, le problème est donc de tenir, de Diem en Kiem et de Khan en Huong. Et peu lui importe de maintenir le pays en état de guerre.

(Lire la suite en page 8)

Après l'arrestation d'Aït Ahmed

A quelques jours de la célébration du Xe anniversaire de l'insurrection, l'arrestation d'Aït Ahmed porte un coup sévère à l'opposition algérienne. Aït Ahmed était incontestablement l'homme le plus en vue de cette opposition. Créateur du Front des Forces Socialistes, dirigeant de l'insurrection kabyle, animateur de « maquis », il s'était rallié la plupart des anciens dirigeants passés à l'opposition dont Khider et Boudiaf. Il apparaissait comme le dirigeant d'une équipe rivale de celle qui détenait le pouvoir et qui pourrait lui succéder, en cas de chute de Ben Bella.

Mais à part l'anti-benbellisme virulent et la promesse d'une démocratisation du régime, Aït Ahmed n'avait pas vraiment de programme. Il ne pouvait en être autrement : pour se faire accepter à la fois par les masses populaires et par la bourgeoisie algérienne et l'impérialisme, il ne pouvait s'en tenir qu'à des généralités, en ménageant la chèvre et le chou. En aucun cas il ne pouvait prôner des mesures radicales pour régler les grands problèmes en suspens, car ces mesures, même restant dans le cadre bourgeois, nécessiteraient une mobilisation des classes les plus pauvres de la population et, ce seul fait est un danger pour la bourgeoisie. C'est pourquoi dans sa lutte contre Ben Bella, le chef de l'opposition ne fit à aucun moment appel à l'initiative des masses et ne s'appuya jamais sur les couches les plus défavorisées du peuple, en les engageant à combattre eux-mêmes pour leurs objectifs immédiats. Mais cette attitude de défiance à l'égard des classes populaires n'est pas nouvelle. Alors qu'il siégeait à l'Assemblée nationale constituante algérienne, et que Ben Bella était encore « un frère », il déclarait en octobre 1962 : « Si j'avais le sentiment qu'une action au sein de l'Assemblée pourrait cristalliser en dehors d'elle-même une opposition quelconque, je cesserais d'en faire part. » (Citée dans « la guerre et l'après-guerre », page 118.) On peut d'ailleurs rapprocher cette déclaration de celle faite par Khider, en avril 1963 lors de sa démission du Secrétariat Général du Bureau Politique du F.L.N. : « J'ai seul pris cette décision pour éviter un affrontement grave, pour éviter à notre pays le risque d'une catastrophe. » (Le Monde, 21-22 avril 1963.)

Cette peur systématique que les masses prennent part à ce qu'ils considèrent comme «leurs» luttes montre que la classe à laquelle Ben Bella, Aït Ahmed et autre Khider se rattachent est identique et que leurs divergences viennent du fait qu'ils pensent pouvoir mieux que leurs concurrents défendre les intérêts de la bourgeoisie algérienne.

Aït Ahmed espérait sans doute que se répéterait, en sens inverse, une crise comme celle qui avait opposé l'ancien G.P.R.A. au « groupe de Tlemcen » et qu'autour de l'opposition se rallieraient des hommes influents de telle façon qu'un changement d'équipe puisse intervenir sans lutte ouverte dans le pays, mises à part quelques « démonstrations » tenant plus du poker que de la lutte, comme ce qui s'est passé durant l'été 62 ou encore durant « l'insurrection kabyle ». La nouvelle équipe serait alors apte à offrir à la bourgeoisie algérienne et à l'impérialisme, un gouvernement de rechange. Et le fait que jusqu'à présent ni la bourgeoisie, ni l'impérialisme ne lui aient fait confiance (voir l'affaire des fonds bloqués en Suisse) ne veut pas dire qu'ils ne l'auraient jamais fait.

Aujourd'hui, après l'exécution de Chaabani, l'arrestation (et peut-être la mort prochaine) d'Aït Ahmed, l'exil de Khider et de Boudiaf, Ben Bella se retrouve seul... avec l'armée. Au terme d'une épreuve de force qui l'a opposé d'abord au G.P.R.A., puis à la Fédération de France du F.L.N., enfin à l'U.G.T.A., après avoir interdit le M.N.A., le P.C.A., intégré les villayas à l'armée et détruit l'organisation du F.L.N., Ben Bella a aujourd'hui pratiquement terminé l'instauration d'un Etat bonapartiste en Algérie.

Dans les pays sous-développés, hormis une dictature prolétarienne, c'est-à-dire un gouvernement des classes les plus pauvres, aucune forme de « démocratie », même au sein de la classe dirigeante, n'est possible par une direction collégiale. Cela voudrait dire, en cas de divergences au sommet même du pouvoir, la possibilité d'une intervention de la base, et la faible résistance de ces régimes ne le permet pas. Mais la victoire de Ben Bella risque de creuser sa propre tombe. Car l'élimination successive de tous les hommes et formations politiques, grâce à l'armée régulière, fait qu'aujourd'hui celle-ci reste la seule force organisée en Algérie, la seule capable de préserver « la paix sociale », le dernier bastion de « l'ordre ».

Mais le sabre dont Ben Bella s'est largement servi pour éliminer toutes les opposition, ce n'est pas lui qui le tient, mais Boumédienne. Et il est douteux que ce dernier ne se serve tôt ou tard de cet avantage et laisse toujours la lame au fourreau. Comme le remarquait déjà Marx dans « le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » : « La moustache et l'uniforme que l'on célébraient périodiquement comme la sagesse suprême de la société et comme vecteurs de la société, ne devaient-ils pas finir par croire qu'il valait mieux sauver une fois pour toutes, en proclamant leur propre régime comme régime suprême, et libérer complètement la société bourgeoise du souci de se gouverner elle-même? » Le sabre appelé à sauver le pouvoir n'en profitera-t-il pas pour l'exercer pour lui-même, car si Boumedienne a parfaitement servi Ben Bella, et l'a assuré de la victoire, Ben Bella a parfaitement servi Boumédienne en faisant place nette et en le rendant indispensable. Et aujourd'hui l'instauration d'une dictature militaire à plus ou moins long terme en Algérie est à l'ordre du jour, ce n'est qu'elle d'ailleurs qui sera le bonapartisme achevé.

Mais dans tout cela il ne faut pas oublier qu'une intervention des masses est toujours possible, car tous ces hommes et toutes ces femmes se sont battus pendant tant d'années pour autre chose qu'une dictature, militaire ou non, qui est incapable de résoudre les problèmes les plus critiques mais laisse la part belle aux accapareurs, trafiquants, profiteurs et parasites de toutes sortes. Et si, aujourd'hui, beaucoup sont désemparés, d'autres n'ont pas manqué d'apprendre et, tôt ou tard, c'est avec eux qu'il faudra compter.

Jean VIGNAUD

Une grande banque vue de l'intérieur

Le Crédit Lyonnais

Le Crédit Lyonnais, « la plus grande banque de dépôts » s'adresse dans sa publicité à ses futurs clients en leur vantant les mérites d'un « personnel aimable, compétent, etc... ». Ce dont il ne se vante pas bien entendu c'est des conditions de travail de ce même personnel.

Dans toute la France, le Crédit Lyonnais emploie actuellement environ 20.000 salariés. Sur Paris et la banlieue on en compte plus de 12.000. Un tiers travaille dans les agences, le reste est concentré dans plusieurs immeubles situés boulevard des Italiens et aux alentours. C'est toujours un spectacle monstrueux que la sortie du personnel à 18 h. 15, à l'une des portes principales. En cinq minutes plusieurs milliers de personnes se déversent dans les rues et dans le métro. Et cette concentration, si elle prouve le développement de plus en plus important des banques, donne une idée de la force que les employés eux-mêmes représentent.

Ce que l'on remarque tout de suite c'est une majorité de femmes et un nombre important de jeunes. Deux catégories de travailleurs qui sont le plus souvent exploitées.

Les jeunes sont recrutés à la sortie de l'école primaire à 14 ans des C.E.G. à 15 ou 16 ans, dans les lycées à 17-18 ans. Dans l'industrie les jeunes ne peuvent guère travailler avant 18 ans, sauf comme apprentis, c'est-à-dire à un taux très bas. Dans les banques on les embauche à 14 ans. Malgré les abattements d'âge, ils gagnent tout de même plus que comme apprentis (ce qui est bien entendu un argument du patronat bancaire pour ne pas supprimer les abattements d'âge avant la titularisation, celle-ci intervenant généralement, pour un employé, au bout d'un an de présence).

Ceux qui n'ont pas 16 ans et ne sont pas titulaires du B.E.P.C., sont embauchés non comme employés, mais comme coursiers. Là ils reçoivent tout en travaillant, une « éducation générale » qui doit leur permettre après plusieurs examens de passer « employés ». S'ils ne réussissent pas, ils seront soit versés dans l'équipe (travaux de ménage, manutention, etc...) soit affectés au service des garçons de bureau.

Nous ne pouvons pas ici résister à l'envie de citer le passage d'une brochure patronale « la vie au Crédit Lyonnais » du 3ème trimestre 1962 où nous apparaît comme un univers... « kafkaïen » la possibilité pour un coursier de devenir employé.

BROCHURE : « Dès leur entrée au C.L., les jeunes coursiers sont inscrits à des cours de formation générale et d'initiation à la banque, spécialement organisés à leur intention. Les élèves dont les résultats ont été jugés satisfaisants sont alors nommés élèves-employés et peuvent poursuivre leurs études en se faisant inscrire aux cours professionnels du centre d'Enseignement Technique de Banque. »

« I. - Section préparatoire », suivent les noms de quatre élus. « ces élèves suivront en 1962-1963 les cours de la section complémentaire préparant à l'examen d'élève-employé. » (Souligné par nous).

« II. - Section complémentaire »... les reçus ont été nommés élèves-employés **auxiliaires** (souligné par nous) à dater du 1er juin 1962. Ils sont inscrits aux cours professionnels du Centre d'Enseignement Technique de Banque qui les préparera au C.A.P. d'employés de banque. »

Dans le cadre du recrutement dans les écoles, collèges, lycées, le C.L. a édité une série d'affiches et de luxueuses brochures publicitaires, dans lesquelles on vantes les mérites d'une carrière dans la Banque ; c'est là que commence l'illusion : « travail intéressant, hauts salaires, avancement rapide », sont les hameçons qui doivent attirer les jeunes. Mais il suffit de travailler trois mois pour perdre rapidement toute illusion.

Tout d'abord, le salaire. A l'embauche, et depuis le 1er août 1964 : 500 F. A noter que vous ne serez pas augmenté avant la titularisation. En effet, le salaire à l'embauche est en réalité de 444,76 F + un complément mensuel de 52,24 F. Seulement, au fur et à mesure que votre brut augmentera... le « complément mensuel » diminuera d'autant pour que le total reste 500 F. De plus ceci est le salaire à 18 ans. Si vous en avez 15, 16 ou 17 ans, votre brut sera diminué respectivement de 16, 12 et 8 %. A défaut de bien gagner votre vie, vous aurez droit, en entrant, au baratin paternaliste sur la « grande famille du Crédit Lyonnais », à la visite des services mécanographiques de cette grande banque moderne qui possède déjà plusieurs ordinateurs, et à la poudre aux yeux sur votre avancement rapide.

Le chef de service à qui vous serez présentés, n'oublie pas, — dans certains cas — de se conduire comme le « père du régiment » en vous conseillant de ne jamais vous adresser aux syndicats si « quelque chose n'allait pas », mais de venir le trouver, lui, directement.

Puis, c'est le premier jour de travail. Quarante-trois heures quarante-cinq par semaine, vous allez être enfermés dans des grands ou des petits bureaux, le plus souvent bruyants, et où les courants d'air sont plus « courants » que les augmentations. Voilà pour le cadre ! Et le travail ? Si vous ne mettez pas des plis sous enveloppes, si vous ne classez pas, si vous ne pointez pas des souches, des reçus, si vous ne comptez pas des coupons ou des billets, si vous ne tapez pas toute la journée la même chose sur votre machine, c'est que vous êtes privilégiés. On cherche en vain le travail intéressant. Tout est divisé et redivisé. Et c'est toute la journée le même geste, la même routine. Mais cela ne tient qu'à vous que cela change, vous diront vos chefs ! Dans deux ou trois ans, si vous êtes dociles et si vous suivez assidûment les cours de banque... vous avez toutes les chances de « grimper ». Ceci dit, vous allez aux cours de banque ;

(Lire la suite en page 2)

Une grande banque vue de l'intérieur

Le Crédit Lyonnais

(Suite de la page 1)

on y prépare le C.A.P. en trois, deux ou un an, selon son niveau d'études générales. Si vous l'obtenez vous aurez comme récompense 20 points supplémentaires, soit environ 43 F de plus sur la paye. Mais vous pouvez aller plus loin ! En trois ans d'études avec un peu (plutôt beaucoup) de chance vous obtiendrez le Brevet de Banque et, par la même occasion, le coefficient 290 (626,11 F de base) qui est le premier coefficient de gradé. Pendant 6 ou 7 ans, vous pourrez toujours aussi espérer l'amélioration rapide de votre sort « grâce à votre volonté et votre travail ». Seulement, outre qu'il y a peu d'élus, même si l'on vous annonce pompeusement 1/3 de gradés au Crédit Lyonnais (les titres ne leur font pas peur !), pour beaucoup il n'est pas passible de continuer ces cours. Les raisons sont plus souvent les mêmes, pour les garçons d'abord le service militaire. Ensuite, bien souvent, une famille à nourrir très rapidement. Et même si l'on arrive à suivre les cours — ce qui ajoute à la fatigue quotidienne — encore faut-il avoir chez soi des conditions de travail normales, ce qui n'est pas toujours le cas lorsque l'on connaît les difficultés de logement des travailleurs. Pour les femmes, n'en parlons pas : il ne leur est que très rarement possible de suivre des cours en dehors des heures de travail. De toute façon le préjugé anti-féministe joue à plein. Les femmes constituent environ 60 % du personnel et on ne compte que très peu de gradés femmes.

Sur une statistique faite en 1960, on comptait 9.257 employés dont 3.352 hommes et 4.969 femmes. Sur ce chiffre, il y avait : 1.500 gradés hommes et 816 gradés femmes seulement. Une seule femme était chef de service.

On évoque, bien sûr, l'absentéisme des femmes ; absentéisme dû à la maternité d'abord, à l'éducation des enfants ensuite. Malgré cet absentéisme, ce sont tout de même les femmes qui constituent la majorité du personnel et ce sont elles qui le font tourner ce Crédit Lyonnais. On justifie leurs bas salaires par leur non-qualification. Mais si la Direction ne les paie pas, elle se montre « compréhensive » et pousse le paternalisme jusqu'à autoriser les absences pour soigner un enfant malade 6 jours par an (convention collective) plus 5 jours pour maladies contagieuses (donnés par le C.L.), il n'empêche qu'elle saura dire à celle qui s'est absentée « qu'on ne peut pas compter sur elle et que l'on ne peut lui confier des tâches plus responsables et mieux rémunérées ». La Direction se veut aussi très sociale et le Crédit Lyonnais possède une crèche qui peut abriter 65 enfants (sic). Avec un nombre de places aussi réduit, on n'est pas prêt de résoudre le problème de l'absentéisme.

Les banques, qui ont acquis une importance économique primordiale depuis le début du 20e siècle, n'ont cessé de se développer. Outre les opérations financières et de change, les opérations sur titres, l'escompte des effets de commerce, les banques ont élargi l'ouverture des comptes de dépôts aux salariés. Le progrès technique leur permet d'assurer la tenue de ces comptes. Le Crédit Lyonnais particulièrement, a été une des premières banques à s'équiper d'un matériel mécanographique classique puis d'ordinateurs, ce qui lui permet d'absorber un volume d'opérations de plus en plus important. Nombreux d'ailleurs sont les patrons qui paient leurs employés de plus en plus par virements, ce qui se réduit à une simple écriture bancaire d'un compte à l'autre, une loi obligeant de toute façon les salariés gagnant plus de 1.000 F à être payés par chèque ou virements ce qui revient à les obliger à l'ouverture d'un compte. Ce développement, cette « démocratisation » pourrait-on dire, de la clientèle bancaire, a bien entendu obligé la Direction du C.L. à embaucher de plus en plus de personnel.

En 6 ou 7 ans, on peut dire que les effectifs ont augmenté d'environ 30 %. Et le problème du recrutement est celui qui gêne le plus le Crédit Lyonnais. Actuellement, en effet, le marché du travail est favorable aux travailleurs et les salaires offerts dans les banques du secteur A.P.B. (Association Professionnelle des Banques) ne sont pas suffisants pour retenir le personnel jeune. C'est lorsque l'on est jeune que l'on part, au bout de quelques années, l'ancienneté jouant, on reste. Cette augmentation des effectifs a amené la recherche de nouveaux locaux ; après l'achat ou la construction d'immeubles aux alentours du siège central, le Crédit Lyonnais a entrepris une décentralisation. En juillet 1965, un millier d'employés quitteront le boulevard des Italiens pour s'installer dans des immeubles neufs à Levallois. Un deuxième immeuble sera construit contre le premier et d'autres transferts du personnel suivront. Il ne s'agit pas en réalité d'une vraie décentralisation. Il faut s'attendre à un développement de plus en plus grand du Crédit. « Levallois » continuera à être une annexe et les places laissées vides au siège central donneront un peu plus de place au personnel restant et accueilleront sûrement très rapidement de nouveaux embauchés.

Au Crédit Lyonnais, l'échelle des salaires est très hiérarchisée. Le salaire est calculé sur un coefficient de base, auquel s'ajoutent les points du diplôme (15 points pour le B.E.P.C., 20 points pour le C.A.P. d'Employé de Banque, 45 points pour le Brevet Professionnel employé de banque. L'ensemble des majorations pour diplômes ne peut dépasser 60 points) (1).

Une augmentation peut se traduire soit par une attribution en points personnels « à la tête du client », soit par le passage à un coefficient de base supérieur, aucune automaticité n'existant pour ces coefficients, sauf pour celui attribué au bout de trois mois de maison.

L'ancienneté donne droit à une prime égale à autant de centièmes de la valeur des points de base que l'on compte d'années de service dans la profession jusqu'à concurrence de 27 ans. Le 13e mois est versé chaque année comme dans de nombreuses entreprises. Là-dessus se greffe un système de primes très développé :

— Primes versées automatiquement — Prime dite de « bilan » — Prime dite de « vacances » (égale à 1/2 mois versée en deux fois, 1/4 en juin et 1/4 en octobre) — ou primes liées aux conditions de travail.

— Prime « de machine » (perforatrice, opérateurs, égale à 130 F environ pour 135 heures de machine effectives).

— Prime de sous-sol (égale à 255 F par an).

— Indemnité vestimentaire pour certains emplois.

Plus un nombre de primes suivant l'emploi (surtout pour le personnel sur marchine — par exemple, machines-proof, etc.).

De plus, une gratification exceptionnelle est versée au choix en fin d'année. Cette somme est incontrôlable, pouvant varier de deux ou trois milliers d'anciens francs à 100.000 A.F. ou plus.

Cette diversité de rémunération ne facilite pas l'union du personnel et la course à l'avancement prend le pas sur la lutte collective ; ceci amène un état d'esprit un peu particulier du « milieu employés ». Beaucoup de « ramping » devant les gradés, réflexions et brimades des chefs étant souvent prises très au sérieux par les employés. Certains viennent plus tôt le matin ou quittent plus tard le soir « parce que le travail n'est pas terminé... » d'autres emportent même du travail chez eux.

Il faut dire que les revendications mises en avant par les syndicats ne facilitent pas un regroupement des forces. Les syndicats sont d'accord pour réclamer des augmentations en pourcentage et le rétablissement de la hiérarchie sur la base de 1947. En effet, les difficultés de recrutement ont amené la Direction à augmenter le salaire d'embauche ces dernières années, et les syndicats de protester contre « l'écrasement de la hiérarchie ». Leur argumentation est basée sur le fait qu'un petit gradé touche à peine plus qu'un employé qualifié.

En fait, depuis 1957 — où la grève des banques dura 3 semaines et où la reprise fut décidée par les responsables syndicaux sous les huées des grévistes — aucun mouvement important n'a eu lieu au Crédit Lyonnais (en 1957, le syndicat des cadres S.N.B. avait par extraordinaire, appelé à la grève pour 48 heures). Des grèves catégorielles furent menées ces dernières années par le personnel des secteurs mécanographiques (ateliers de perforatrices et d'opérateurs), sur le problème des primes de machines et la diminution du temps de travail. La prime de machines est actuellement de 130 F environ : les perforatrices quittent 1/4 d'heure plus tôt le soir. D'autres actions permirent à ce personnel d'obtenir une intégration de la prime en fonction du nombre d'années passées sur machines allant jusqu'à l'intégration totale au bout de 10 ans.

En ce qui concerne les congés annuels, depuis l'année dernière les employés de banque bénéficient des 4 semaines de congé annuel : au bout de 6 ans de maison nous avons droit à un mois.

Quatre centrales syndicales sont représentées au Crédit Lyonnais : Syndicat C.G.T., section syndicale C.F.T.C., C.G.T.-F.O. et S.N.C.B.

Le personnel n'est pas fortement syndiqué : certainement pas plus de 15 % pour l'ensemble des trois syndicats sur le siège central et les agences Paris (on peut estimer qu'il y a 7 à 800 syndiqués C.G.T.). Sur le plan électoral, aux élections de délégués du personnel et du comité d'établissement pour Paris, la C.G.T. et la C.F.T. se partagent les voix, F.O. vient très loin en arrière. La C.F.T.C. est majoritaire au Comité Central d'Entreprise car là intervient la province. Si l'on en juge par la liste des délégués, les femmes sont aussi partie prenante que les hommes dans l'organisation syndicale.

Il existe très peu de réunions syndicales en dehors du temps de travail (excepté là où il existe comme à la C.G.T. des sections syndicales de secteurs, et où les réunions se tiennent sur les heures de repas). Ce qui fait que seuls les délégués élus et les membres des commissions du C.E. peuvent participer à une vie syndicale.

Il resterait beaucoup à dire sur l'attitude des syndicats d'employés et sur la participation des délégués du C.E. à cet organisme, mais nous en reparlerons peut-être dans un autre article. Nous voulions simplement ici présenter ce qu'était une entreprise comme le Crédit Lyonnais, avec un personnel très nombreux et concentré. L'opinion encore très répandue à l'extérieur que les entreprises nationalisées comme les grandes banques offrent des places de tout repos et bien payées ne résiste pas à qui voudrait essayer de savoir ce que cachent réellement les guichets d'une grande banque. Car la visite d'une banque avec ses bureaux où travaillent jusqu'à 100 personnes et plus, avec ses ateliers de perforatrices, d'opérateurs, de programmeurs, avec ses pools « dactylo », avec ses milliers d'employés dont le salaire moyen peut se situer autour de 700 F par mois, offre l'image d'une entreprise où les travailleurs ne sont pas mieux payés qu'ailleurs et où l'exploitation règne comme partout. Au-delà des considérations « économistes » sur le « secteur » bancaire, les employés de banque sont bien des prolétaires.

C. OLIVIER

(1) Prix du point : 2,159 (prix du 30-9-64 - les salaires ont été augmentés de 2 % au 1er octobre 1964).

"DÉCENTRALISATION" A LA THOMSON-HOUSTON

Depuis quelques années l'industrie française est en extension continuelle. L'extension cela veut dire l'augmentation de la production, mais aussi la construction de nouvelles entreprises, la spécialisation d'anciennes, des remaniements constants à l'intérieur des trusts industriels.

Très souvent ces phénomènes sont présentés à l'opinion, comme aux travailleurs, comme étant des mesures prises dans l'intérêt du public, de « décentralisation » par exemple, ou encore comme étant des mesures « nécessitées par la concurrence », des remèdes à une situation « non rentable » alors qu'il faut bien qu'elles le soient rentables ces entreprises pour qu'elles aient accumulé de quoi s'étendre.

Mais pour les travailleurs ces mesures se traduisent souvent par des mutations, des déclassements par perte relative de classification, et même parfois par des licenciements.

Comment les travailleurs font face à cela, que font les organisations syndicales, nous en avons un exemple caractéristique, à la Thomson, bien que limité.

A la Thomson Gennevilliers, nous sommes un peu plus de deux mille, moitié mensuels, moitié horaires, groupés en trois usines : G 1, G 2, G 3. Ces trois usines correspondent à peu près au groupement des trois départements essentiels : les télécommunications à G 1, la télévision à G 2 et les émetteurs de radiodiffusion et télévision à G 3. En plus il y a les services généraux dont fait partie entre autres le bobinage sur qui ces temps derniers, l'attention a été fixée.

La Direction de la Thomson a décidé de dissoudre le bobinage fabrication série pour ne laisser subsister que le bobinage prototype. Pourquoi ? La Thomson ces dernières années, s'est considérablement enrichie et a acheté, fait construire ou s'est appropriée un nombre d'usines considérable. Nous citons depuis 1956 : Gennevilliers 2 et Gennevilliers 3, Bagneux, Angers, Laval, Thonon-les-Bains, Moulins ; elle a hérité de l'ancienne S.N.E.-R.I., ce qui représente deux usines, celle de Sartrouville et celle de la rue des Orteaux dans le 20e à Paris.

Elle veut maintenant regrouper certaines de ses fabrications. Dans ces usines nouvelles ou réaménagées, elle a monté des ateliers nouveaux : Laval et Sartrouville qui faisaient faire leur bobinage à Gennevilliers le font maintenant eux-mêmes. C'est pour cette raison que la Direction a décidé de muter une grosse partie des travailleurs du bobinage de Gennevilliers à Sartrouville.

Pour ces travailleurs cela représente surtout un allongement du trajet et une augmentation de la fatigue quotidienne, car la plupart habite Gennevilliers ou Asnières. Presque tous les travaux de bobinage et de montage sont faits par des ouvrières qui ajoutent bien souvent à leur journée de travail à l'usine, une deuxième journée à la maison, et quand on est resté près de dix heures à l'usine, on se passe aisément d'une heure de trajet supplémentaire.

A la rentrée des vacances, l'atelier de bobinage de G 2 qui faisait la fabrication (une trentaine de personnes), n'avait pratiquement plus rien à faire et la maîtrise occupait les ouvriers à des travaux de rangement, de nettoyage, etc. Des bruits couraient sur la disparition prochaine du bobinage et cela fut bientôt confirmé par la Direction à une réunion du Comité d'Etablissement. Il fut question à ce moment-là de mettre les plus qualifiés de l'atelier de G 2 (des O.P. 2) au bobinage prototype à G 1, et d'envoyer le « surplus » dans d'autres services faire d'autres travaux. Mais très rapidement la Direction choisissait une autre solution : la mutation. D'abord dans une note, elle faisait appel aux « volontaires », tout en précisant que s'il n'y en avait pas, elle prendrait des mesures autoritaires. Ce qu'elle fit ; la semaine suivante, deux imprégnateurs et quatre bobineuses étaient avisés le vendredi midi qu'ils devaient se trouver lundi matin à Sartrouville. Quatre monteuses étaient envoyées à l'atelier de câblage de G 1 et en échange quatre ouvrières étaient avisées que le lundi suivant elles devaient se présenter à Sartrouville. Le bruit court que ce n'est pas terminé et d'autres attendent leur tour.

Au moment où ces premières mesures sont intervenues, tout le monde les attendait, mais passivement, et ce n'est pas étonnant. Les organisations syndicales par l'intermédiaire des délégués se sont contentées de discuter un peu avec les bobineuses, beaucoup avec la direction, pas du tout avec les autres travailleurs. A aucun moment, ils n'ont parlé de la nécessité d'un soutien actif aux camarades du bobinage pour qu'ils ne fassent pas les frais de la « réorganisation ». Pire, ils ont empoisonné l'atmosphère en disant qu'il n'y avait rien à faire, en prétendant que ceux qui étaient mutés étaient bien contents, alors qu'il était facile de vérifier le contraire en discutant avec eux. Ils ont eu la tâche facile puisqu'ils ne faisaient appel qu'à l'égoïsme de chacun. A l'annonce des premières mutations il y eut plus d'un soupir de soulagement de ne pas être dans le « lot ». On était satisfait que ce soit le voisin et pas soi-même. Mais pour certains ce n'est que partie remise, et comme il n'y eut aucune réaction, il ne faut pas compter que la direction se gêne beaucoup.

A Gennevilliers les locaux vidés par ces ouvriers seront remplis par d'autres, alors que les mêmes auraient pu rester, à charge à la direction de reconvertir à ses frais ces ouvriers, sans aucun dommage de salaire ni de conditions de travail pour eux. Ce ne sont pas eux qui tiennent à rester à la production de bobinages à tout prix, car il n'y a là rien de passionnant. Pour lui imposer le maintien, il fallait la solidarité de tous les travailleurs, et non pas qu'ils se trouvent quatre par quatre ou dix par dix devant le patron. C'est justement cela qui fait peur... aux organisations syndicales.

S. CAROL

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. **« Voix ouvrière »** ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront **« Voix Ouvrière »**.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

ÉDITORIAL

des bulletins d'entreprise « Voix Ouvrières »

RENDEZ-VOUS

Le mois d'octobre est passé sans qu'il ait fait l'objet d'un « rendez-vous » social. C'était pourtant la tarte à la crème de promesses qu'on nous montrait, au printemps de chaque année, pour apaiser nos velléités revendicatives.

Patrons, et Etat-Patron, profitaient des vacances pour augmenter les prix, malgré le « blocage », mais nous les attendions quand même un petit peu au rendez-vous d'octobre. Une fois sur place, évidemment, on n'y trouvait pas de miracle : tout au plus reconduisait-on les promesses jusqu'au 1er janvier, voire jusqu'au printemps, moderne version de Pâques et de la Trinité.

Mais toutes ces promesses gouvernementales, dans la mesure où le gouvernement était contraint de les faire, lui faisaient tout de même prendre le risque, si elles n'étaient pas tenues, de voir les ouvriers se fâcher et, quelques fois, se fâcher tout rouge.

C'est ce qui s'est passé avec les mineurs il y a deux ans. Ligotés, abandonnés et trahis par les appareils syndicaux, les mineurs furent vaincus sur le plan revendicatif, mais firent cependant trembler l'Etat. A cette gloire isolée, ils auraient certainement préféré une victoire partagée avec toute la classe ouvrière.

Si nos syndicats font semblant de ne pas avoir compris et persistent à nous enliser avec eux dans la politique stérile de « contestation » et de grignotage, ou dans la recherche de formules dites nouvelles à base de chloroforme, le patronat, étatique et privé, a compris que même des promesses pouvaient être dangereuses lorsque ceux à qui elles sont faites se présentent aux échéances. Alors, cette année, nous n'avons donc pas eu de rendez-vous d'octobre. Mieux, le gouvernement a abordé le problème de front, en continuant à nous parler d'austérité, aidé en cela par le freinage de l'expansion automobile.

Mais maintenant un renouveau de confiance semble succéder aux bruits alarmistes de crise. Le Salon de l'Automobile aurait, paraît-il, laissé présager la reprise.

Puisqu'on nous a tapé sur les doigts, au lieu de fixer le fameux rendez-vous d'octobre habituel, il suffit, aujourd'hui, de taper un peu moins fort pour nous faire nous sentir beaucoup mieux.

Saurons-nous nous contenter longtemps de cette piètre vie ? Tantôt des heures supplémentaires ! Tantôt la menace du chômage... avec comme seule perspective d'autres heures supplémentaires. N'avons-nous d'autre alternative que de voir notre vie constamment perturbée par les fluctuations du marché capitaliste et les aléas de la politique patronale ?

Les patrons craignent notre courroux, et ils craignent encore plus notre force organisée. Quand nous nous contentons de laisser nos soi-disant représentants se rendre à leurs rendez-vous autour de tapis vert, ce sont les patrons qui sont les plus forts.

Les rendez-vous qu'ils craignent vraiment, ce sont ceux que nous leur fixons nous-mêmes sur notre lieu de travail et dans la rue. A ces rendez-vous là, ils font leur possible pour ne pas venir et envoyer à leur place des délégations de C.R.S. Mais même les C.R.S. ne sont pas venus à bout des mineurs il y a deux ans. Les patrons n'en ont pas assez pour s'opposer à des dizaines de milliers de travailleurs et à plus forte raison pour s'opposer à toute la classe ouvrière.

C'est évidemment plus difficile pour nous que de laisser nos représentants aller collectionner les affronts dans les salles de conférence. C'est plus difficile, mais c'est loin d'être hors de notre portée.

Et, de toutes façons, nous n'avons pas le choix.

Ou bien nous serons capables de les contraindre à accepter nos rendez-vous pour une nuit du 4 Août prolétarienne, ou bien ce sont eux qui nous fixerons rendez-vous avec la misère d'abord et, tôt ou tard, avec le champ d'honneur.

V. O.

OU EN EST LA "CRISE"

DANS L'AUTOMOBILE

CHEZ BERLIET

PASSER A L'ATTAQUE

Nous voici, pour beaucoup du moins, revenus à 42 h 30, au lieu de 45. Ce n'est pas que cela nous dérange, en soi, car moins nous passons d'heures pour Berliet et mieux nous nous portons. Le point gênant, c'est que ces heures perdues ne nous sont pas payées car la direction a pris cette mesure comme une sanction.

Les débrayages tournants de nos camarades de C.D.1 en ont été le prétexte, car ils perturbaient paraît-il la production. Et tout cela montre à l'évidence la stupidité de ce genre de tactique, car une fois de plus elle a permis au patron de nous diviser, de dresser la majorité contre une partie du personnel.

Déjà, les débrayages avaient pour cause immédiate une offensive de la direction visant à nous diviser en donnant des augmentations individuelles à certains, et maintenant on peut dire que son offensive s'est généralisée. C'est elle qui passe à l'attaque et nous en sommes réduits à nous défendre.

Mais sur la voie de la retraite, il n'y a pas de fin et ce ne sont pas des débrayages plus ou ou moins parallèles dans le temps, disséminés, localisés, qui nous feront repartir de l'avant. Au contraire, ils favorisent les ripostes de la direction.

Face aux attaques du patron, les syndicats doivent mettre en avant ce qui nous unit, non ce qui nous divise, et organiser des luttes qui nous rassemblent..

Il n'est pas vrai qu'il faille nous faire tous passer, atelier par atelier, catégorie par catégorie, par des débrayages limités, pour que nous devenions assez « mûrs » pour une lutte d'ensemble.

C'est le contraire qui peut se produire, car ce type de lutte n'aboutit qu'à démoraliser tout le monde et à faire croire que les luttes ne payent pas.

(Extrait du n° 69 de la V.O. Berliet).

A LA R.N.U.R.

SE METTRE DANS LE VENT

Nous avons goûté à la diminution de l'horaire de travail. Certains même ont eu droit à la semaine des 3 dimanches (de quoi donner un infarctus à Paul Reynaud). La paye évidemment s'en est ressentie mais nous avons aussi apprécié ce que nous gagnons en liberté lorsque le temps passé à l'usine diminue.

Cela risque de ne pas durer mais malgré tout la Direction voit difficilement comment nous employer 48 heures par semaine avec les moyens de production dont elle dispose. Alors elle cherche des combines et certains syndicats s'efforcent de l'aider à trouver des solutions bâtardes pour éliminer notre goût des courtes journées de travail.

Pendant des années la Direction nous a demandé des sacrifices.

Elle ne pouvait augmenter nos salaires parce qu'il fallait investir. Aujourd'hui les investissements qu'elle a raflés sur notre travail lui procurent les moyens d'une production qu'elle n'arrive plus à écouler. A nous de lui imposer une limitation de ses investissements au profit de nos salaires.

— Retour immédiat aux 40 h.

— Augmentation uniforme pour tous de 200 F par mois.

— Garantie de notre salaire quelles que soient les fluctuations du marché.

— Refus d'être considérés comme des saisonniers.

— Que la Direction utilise Anatole à organiser sa production d'une façon régulière avec 40 h. maximum et 200 F de plus sur la paye.

Qu'elle fasse porter ses investissements sur les horaires de travail et les salaires qui sont beaucoup trop démodés.

(Extrait du n° 35 de la V.O., R.N.U.R.)

CHEZ CHAUSSON

QUE LES PROMESSES DEVIENNENT REALITE

On peut lire dans l'accord d'avril 63, cette phrase qui peut nous laisser rêveurs : « Les signataires (direction et syndicats) considèrent que l'objectif à atteindre est de revenir progressivement à l'horaire légal de 40 heures de travail avec maintien du pouvoir d'achat ».

Plus d'un an après, nous en sommes toujours au même point et ce fameux « objectif » reste toujours à « atteindre ». Et la direction qui sait fort bien que les promesses et les vœux pieux n'engagent à rien (et permettent de nous faire avaler les couleuvres), n'a pas intérêt à sacrifier sa production à nos intérêts.

Et alors que patronat et Etat essaient d'instaurer dans la classe ouvrière un climat de panique, presque tous les ateliers font 47 h. 30. La situation est donc beaucoup moins catastrophique que voudrait le faire croire la propagande actuelle. Mais ce serait tomber dans le panneau patronal et gouvernemental que de réclamer le maintien ou l'augmentation des horaires actuels, de croire que nous sommes des privilégiés parce que nous faisons 47 h. 30.

Au moment où les grosses boîtes de l'automobile réduisent leurs horaires, se pose le problème du retour immédiat aux 40 heures (et moins) qui concerne immédiatement tous les travailleurs. C'est la lutte pour l'obtention de cette revendication que nous devons engager non pas progressivement certes, comme le souhaite l'accord.

Et si, par la discussion, on peut quelquefois « arracher » de belles promesses, c'est seulement par la grève générale de la classe ouvrière que nous pourrons arracher le « retour à l'horaire légal de 40 heures ».

(Extrait du n° 175 de la V.O. Chausson.)

DANS L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

CHEZ HISPANO

CONCORDE ET DISCORDE

Il y a des larmes et des grincements de dents: le « Concorde » est tombé à l'eau. Les bons amis anglais se sont rétractés et chacun se souvient qu'ils ont brûlé Jeanne d'Arc.

Le travailleur d'Hispano se gratte la tête et se demande ce que cela peut bien signifier pour lui : chômage, réduction de l'horaire.

C'est dans ce bel ensemble que le chœur des pleureuses syndicales vient ajouter ses lamentations à la détresse de nos gouvernants.

La solution , « Ils » la tiennent : au lieu de chercher des capitaux étrangers et de sacrifier la fière indépendance du coq gaulois, l'Etat n'a qu'à nationaliser Hispano et orienter sa production vers l'aviation civile.

Nationaliser Hispano ! voilà le remède miracle. Les travailleurs de la SNECMA (qui, d'ailleurs, se posent les mêmes questions au sujet du « Concorde ») en savent quelque chose. Les métallos de la Régie Nationale Renault, qui chôment ce lundi 2 novembre et qui ont vu leur horaire dégringoler, les mineurs des Houillères qui se battent depuis des années contre leur patron l'Etat ; les cheminots (en lutte contre le blocage strict de leur salaire), etc..., sont tous prêts à expliquer aux travailleurs d'Hispano l'avantage qu'il y a à être nationalisés !...

Lutte contre les licenciements, garantie du salaire et de l'emploi, cela n'a rien à voir avec les nationalisations. Quand l'Etat nationalise, ce n'est jamais dans l'intérêt des travailleurs, c'est pour soutenir, subventionner ou ranimer l'économie capitaliste défaillante. C'est toujours dans l'intérêt des bourgeois.

Nous ne sommes pas contre les nationalisations, car, si les travailleurs n'y gagnent rien, ils n'y perdent rien non plus, mais il ne faut pas engager les luttes sur de fausses voies. Et la nationalisation en régime capitaliste, c'est une voie de garage !

(Extrait n. 13 de la V.O. Hispano)

«ORGANISATION»

A LA SAVIEM

TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VONT

La semaine dernière les camions de déménagement ont embarqué de nouvelles chaînes pour Blainville. Peu à peu toutes les chaînes du Mans s'en vont et si l'on sait que les prochains partants sont les boîtes de vitesses et les bancs d'essais, au printemps. les moteurs eux n'ont encore été prévenus de rien. Cela ne signifie pas que l'on continuera éternellement à travailler à Saint-Ouen.

Car si nous avons beaucoup de travail aujourd'hui, c'est précisément parce que nous faisons de l'avance. Nous préparons les stocks qui permettront à la direction de déménager « en souplesse ».

Ceux qui étaient sur les chaînes du Mans déjà évacuées ont été reportés dans les ateliers et les camarades de Renault viennent tous les jours nous « aider » à préparer l'avance.

Ainsi, nous exécutons peu à peu le plan de la direction. Chacun sait que son tour viendra et chacun espère que ce sera le plus tard possible. En attendant, on rentre la tête dans les épaules et on fait... des heures supplémentaires. « C'est toujours ça de pris. »

Bien sûr, mais c'est maintenant que nous sommes en position de force pour faire payer le plus cher possible notre « déménagement ». Cela ne viendra pas tout seul, alors cela vaut la peine d'en discuter et de s'organiser pour l'obtenir.

(Extrait du nº 59 de la V.O. Saviem.)

A LA THOMSON

LE GACHIS, C'EST LA PRODUCTION CAPITALISTE

Dans les ateliers de mécanique et de fabrication, une note est passée informant les ouvriers qu'il y a une pénurie de cuivre à la Th. et qu'en conséquence les déchets de cuivre devront être récupérés. Ce n'est pas avec les déchets de cuivre que la Th. compensera tout le gâchis dû à l'organisation capitaliste du travail, ni les pertes dues à la concurrence qui envoie régulièrement des quantités de matériel importantes à la poubelle, ni le fait qu'une grosse partie de ce que nous faisons, servira à la guerre, c'est-à-dire pour le plus grand des gâchis.

En matière d'économies, ce n'est pas des patrons que nous pouvons recevoir des leçons, car tout ce qu'ils montrent c'est le peu de cas qu'ils font de notre travail.

(Extrait du nº 150 de la V.O. Thomson.)

CAPITALISTE

CHEZ DESFOSSES

IGNOBLE CHANTAGE ! ! !

Nous le savons tous officiellement, les machines à feuilles Helio fermeront leurs portes à la fin de l'année ; or, nous assistons dans ce service à un phénomène pour le moins paradoxal, le travail afflue, nos camarades font des heures supplémentaires et viennent même travailler le samedi.

La direction, visiblement, cherche à se débarrasser du travail présent le plus rapidement possible, afin de déménager les machines au plus vite à Mulhouse. L'organisation syndicale n'est pas sans ignorer la situation, mais n'a rien fait pour nous mobiliser ne serait-ce que pour obtenir de la direction des explications publiques, et des garanties pour tous nos camarades, quant à leur reclassement, au sein de l'entreprise. Le problème se pose aujourd'hui aux machines à feuilles ; il peut se poser demain dans d'autres secteurs, et toucher d'autres corporations. Dans cette affaire, la direction n'a pas hésité, comme à son habitude, à pratiquer le chantage vis-à-vis de nos camarades en leur faisant comprendre, par l'intermédiaire du chef d'atelier que ceux qui refusent de faire des heures ne seraient pas reclassés. S'il n'est pas facile pour nos camarades de résister aux pressions de la direction, la solution est tout de même de s'y opposer en bloc collectivement, et de profiter de la situation actuelle, puisqu'il y a du travail, pour exiger des garanties quant à leur reclassement. Nos camarades doivent compter sur la solidarité de tous.

(Extrait du n. 100 de la V.O. Desfossés)

AU PILORI

A LA REGIE RENAULT

TABLEAU NON FIGURATIF

« Contact » la revue du Comité d'Etablissement de la R.N.U.R. nous conte les joyeuses vacances d'un groupe d'enfants dans ce pays nommé R.D.A.

Nous ne doutons pas que pour des enfants qui partent loin de chez eux, en groupe, les vacances soient joyeuses. Le C.E. n'a pas jugé utile de nous renseigner sur les mésaventures d'un autre groupe de jeunes un peu plus âgés, mésaventures relatées dans la « Voix Ouvrière » nº 20 du 22-9-64.

En effet ces jeunes qui avaient payé leurs vacances au C.E. durent travailler au ramassage des pommes de terre (probablement pour leur faire apprécier le haut degré de technique du pays). Comme ils manifestèrent contre cette exploitation ils furent considérés comme des voyous. La grève n'est pas autorisée en R.D.A. même pour les travailleurs bénévoles en vacances.

Quant au tableau de la R.D.A. que nous fait M. Le Lostec nous n'avons pas besoin de sortir de Saint-Cyr, pour lire entre les lignes : « Nous avons pu voir une Allemagne à peine sortie de la seconde guerre (cela fait 20 ans)... qui se remettait résolument au travail pour construire une Allemagne nouvelle et pacifique », et puis « Le niveau de vie est apparemment assez élevé, dans l'ensemble les gens sont bien habillés, et tout le monde mange à sa faim si on en juge par les joues rebondies ».

Nous laissons au lecteur le soin de juger et à ceux qui peuvent s'y rendre d'aller voir sur place.

(Extrait du nº 35 de la V.O. RNUR.)

INTERNATIONALISME D'ABORD

Après le S.I.R., Unité et travail se signale à nouveau par son esprit rétrograde et réactionnaire en s'élevant avec outrance contre l'aide aux pays sous-développés. S'appuyer sur le nationalisme borné et sur les préjugés égoïstes, Unité et Travail n'en a pas le monopole. Nous lui connaissons de sérieux concurrents. Nous ne polémiquerons donc pas avec Unité et Travail et nous nous contenterons de donner notre point de vue sur la question.

L'aide aux pays sous-développés est nécessaire car c'est notre intérêt à tous, 1/3 du monde ne peut pas vivre libre et en paix quand les 2/3 crèvent de faim. Si nous avons quelque chose à dire, nous travailleurs, c'est de réclamer que cette aide soit intensifiée.

Certains se prononcent contre le principe d'une telle aide tout simplement parce que cette attitude flatte leur égoïsme et leurs préjugés.

Ceux qui ont une telle attitude oublient que notre Etat dépense bien d'autres milliards à subventionner les capitalistes.

Cela ne veut pas dire que nous soyons d'accord avec le ministère de la Coopération de M. Triboulet :

1º Parce que l'argent ne va pas aux masses pauvres de ces pays ;

2º Parce qu'il sert à acheter voire à corrompre l'administration de ces pays ;

3º Et surtout parce que, par ricochet, il retombe dans les poches de nos propres exploiteurs qui font du dumping dans les pays sous-développés pour s'accaparer le marché aux frais du contribuable.

Balayons les capitalistes et leur gabegie et nous aurons les moyens d'augmenter nos conditions d'existence en même temps que celle de nos camarades du Tiers monde que le colonialisme et l'impérialisme ont transformé en gueux.

C'est notre devoir de les aider.

(Extrait du nº 35 de la V.O. R.N.U.R.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

L'A. P. J.

D'après l'**Express** du 26 octobre, au groupe Salpêtrière-Pitié, la direction a voulu introduire une discrimination entre les malades : ceux qui seraient « recommandés » et signalés par une pastille rouge collée sur leur pancarte et ceux qui ne le seraient pas.

Ces malades n'auraient pas été « recommandés » aux soins plus attentifs du personnel soignant mais à l'œil du secrétariat de la direction qui aurait été chargée de donner des renseignements. A qui ? La note ne le précisait pas. Ainsi, un malade venant en toute confiance se faire soigner à l'hôpital aurait eu à se méfier de ses infirmières et de ses médecins. A quoi servent alors les cours de déontologie où il est enseigné qu'il faut respecter le secret professionnel.

Loin de se soucier de la sécurité des malades, la direction de la Salpêtrière, en accord avec les « instances supérieures », a montré comment elle se souciait de la légalité quand il s'agissait de servir de mystérieux intérêts.

Heureusement, le personnel de l'hôpital s'est indigné de ces mesures et la direction a dû y renoncer.

Bien que l'Assistance Publique ressemble de plus en plus à une prison, nous ne travaillons pas encore pour le ministère de l'Intérieur !

(Extrait du n. 59 de la V.O. AP)

AUX CABLES DE LYON

DANS L'HONNEUR ET LA DIGNITE

« Le personnel de C.A., comme tout ouvrier honnête, aime le travail qu'il réalise et en est fier, mais il veut le faire dans une bonne ambiance, et dans un réel climat de justice sociale et de juste considération ».

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces lignes ne proviennent pas de la CFTC-CFDT mais bien de la... CGT (« Plein Volt » d'octobre) qui, dans ses statuts, se réclame de la lutte de classe.

L'amour du travail, la justice sociale, voilà qui relève de la phraséologie de confessionnal et pour les prêchi-prêcha, on n'est pas mieux servi.

Quant au « climat de justice sociale », est-ce à dire que la CGT le croit réalisable dans la caserne capitaliste ?

Et pour ce qui est de la considération que le patron peut avoir pour nous, chacun sait bien que ce sont surtout ses gros sous qu'il considère.

On ne s'attendait quand même pas à entendre la CGT tenir un tel langage !

(Extrait du nº 102 de la V.O. Cables).

A LA SNCF

PEU DE MEDAILLES A TOKIO ! BEAUCOUP A LA S.N.C.F. !

Les jeux Olympiques sont terminés mais la S.N.C.F. continue à distribuer des médailles.

« La Vie du Rail » nous en donne toute une liste et on peut y relever l'état des services de certains cheminots qui ont vraiment fait à la S.N.C.F. une carrière fulgurante !

Après vingt-cinq ou trente-cinq ans de « bons et loyaux services », ils ont péniblement atteint les échelles 5 ou 6, quand ils n'ont pas terminé avec « l'auxiliariat », comme c'est le cas pour les deux gardes-barrières auxiliaires de Saint-Julien Clénay (Côte d'Or).

Donner une médaille, deux jours de congé, et une gratification, aumône après tant d'années d'exploitation, seule la bourgeoisie, avec l'indécence qui la caractérise, était capable d'ajouter au mépris qu'elle a pour la classe ouvrière.

Elle n'a même pas la pudeur de se cacher pour faire ses distributions. Il lui faut en faire la publication par voie de presse.

Il n'y a pas de quoi être fier ni pour le « maître » ni pour le « serviteur » !

(Extrait du nº 119 de la V.O. Cheminots).

CONDITIONS

CHEZ PEUGEOT

QUAND L'INSTRUCTION MENE A TOUT

Les flics Peugeot sont heureux ! En effet, leur profession se trouve revalorisée : dorénavant, le diplôme d'ingénieur est à l'honneur dans l'accomplissement de cette besogne peu reluisante...

C'est tout au moins ce qui se passe au SEC où l'équipe chargée de réparer les pinces, est affligée depuis quelque temps d'un surveillant, ingénieur électricien de son état.

Quel est le rôle de cet individu en mal d'autorité ?

— Nous faire plier l'échine et augmenter la production.

— Surveillance et chronométrage du temps passé aux W.C. ou à rouler une sèche.

— Interdiction de parler aux délégués.

Pour avoir enfreint, sur le lieu de travail, cette dernière consigne, un ouvrier a eu une lettre d'avertissement. Sans doute, ce grand Charlot veut lui aussi jouer son petit dictateur, mais son ambition vient d'en prendre un sérieux coup avec le débrayage et la délégation des gars du SEC au bureau ambout.

Et si ce peigne-cul à la tête qui lui tourne, du fait de la hauteur où elle se trouve, qu'il prenne garde ! Les électriciens ne sont pas des moutons. Ils lui en ont administré la preuve, mais ceci pourrait bien n'être qu'un hors-d'œuvre et si le sire en question persiste dans son attitude, il risque d'y laisser son bénar...

Quand à la morale de l'histoire, c'est que si trois années d'école supérieure rendent les gens aussi bêtes et dévoués aux patrons, il ne nous reste plus qu'à garder nos enfants au stade du primaire !

(Extrait du nº 52 de la V.O., Peugeot.)

A LA C.A.F.

EXAMINITE

Il n'y a pas à dire, il n'est pas commode, à la caisse, d'avancer en qualification. On passe un examen avant l'embauche, on en passe pour rentrer à l'école professionnelle, on en passe pour en sortir ; étant sous-entendu que si on a envie de changer de qualification il n'y a qu'à recommencer.

De plus, dorénavant, l'employé ayant passé avec succès son examen d'entrée à l'école professionnelle, doit attendre un an avant de pouvoir suivre les cours.

On pourrait se poser la question : pourquoi la Direction met tant de difficultés à la formation des techniciens qualifiés alors que manifestement elle en a besoin ?

C'est que, justement, on veut nous présenter l'avancement en qualification comme une promotion sociale, une montée dans la hiérarchie dont nous serions redevables à la Direction, et dont, plus «grand est le prix, plus grande est la valeur. Vous parlez d'une promotion : quelques billets de plus par mois.

Par ailleurs, l'inutilité de certains examens n'a d'égal que la stupidité des sujets qu'on y traite. En voilà quelques perles :

— « Il vous est arrivé de changer de domicile (déménagement, vacances chez des parents, à l'hôtel). Vous raconterez votre première journée dans cette nouvelle région, dans ce nouveau logis. Dites vos impressions, l'organisation de votre vie, vos projets. » Question donc en rapport évident avec le travail à la C.A.F., qui a été posée au dernier examen, C.

— « Il n'y a pas de métier plus exaltant que de se mettre au service des autres ». Citation à commenter. Il va sans dire qu'en l'occurence le métier exaltant c'est de travailler à la C.A.F. Question posée au dernier examen de contrôleur. »

— Ou bien cette autre phrase à comenter posée l'année dernière : « Il faut hurler avec les loups ». Phrase qui à défaut d'avoir un rapport quelconque avec la qualification, a au moins l'avantage d'exprimer d'une façon succinte l'attitude qu'on exige d'un futur contrôleur.

Nous ne savons pas si ces sujets ont permis de tester les candidats. Mais ce qui est sûr, c'est qu'ils donnent une image fidèle de l'état mental de ceux qui les ont posés.

(Extrait du nº 69 de la V.O., C.A.F.)

SUR LES QUAIS

L'UNION... C'EST LA FORCE !

La division des dockers en occasionnels et professionnels, nous cause à tous le plus grand tort. Ceux qui ont des cartes reprochent à ceux qui n'en n'ont pas de subir plus facilement les pressions de la direction et des chefs et ainsi de « gâcher le métier ». C'est oubiier que les conditions de vie et de travail des occasionnels sont les plus dures, et la sécurité de leur salaire la moins garantie.

Ainsi, par exemple, certains chefs d'équipes profitent de cet état de chose, pour essayer de nous faire travailler une journée double (de 21 h. 30 à 6 h. 30 du matin, après la fin de notre journée normale à 18 h. 30) quand il reste du travail à faire. Les professionels sont plus à même de refuser le travail de nuit que les occassionnels, et reprochent à ceux-ci d'être moins combatifs.

De leur côté les occasionnels, bien souvent, ne participent guère aux luttes des professionnels, qu'ils considèrent comme des privilégiés.

Etc., etc...

Au total, que nous ayons une carte, ou pas, nous passons souvent plus de temps à lutter les uns contre les autres (et parfois avec des coups !), que contre nos seuls véritables ennemis : nos patrons. Lesquels se réjouissent d'ailleurs de nos querelles et de notre division, qu'ils ont eux-mêmes créée.

Si nous voulons voir nos luttes aboutir, il nous faut d'abord être unis, et cela commence par ne plus nous mépriser les uns les autres.

D'autre part, il est de l'intérêt des occasionnels comme de celui des professionnels, que ces deux catégories disparaissent. C'est-à-dire que nous ayons tous le même statut : celui de professionnel.

(Extrait du nº 32 de la V.O., Quais et Docks.

CHEZ RHONE POULENC

ET TOUT ÇA... POUR RIEN !

Dans le dernier numéro (17) de « Rhodia-Information », on énumère les buts de « notre » société, et de les résumer pom-

LA SÉC

A U.C.L.A.F. NON PLUS ON NE FABRIQUE PAS DU CHOCOLAT

Sept morts, tel est le bilan de deux accidents survenus le 7 août et le 24 octobre dernier à la Poudrerie Nationale d'Angoulême.

« Et pourtant, dit le journal, le lundi matin à 5 h. 30 les 400 employés de ce laboratoire géant ont repris le travail. »

Le directeur, colonel et polytechnicien, se permettait sans vergogne de donner ces explications :

« Je compte encore des analphabètes parmi mes employés. On est obligé de leur lire les consignes de sécurité affichées dans les ateliers.

« La poudrerie existe depuis 140 ans, il est bien évident que les mesures de sécurité sont prises. »

Et enfin cette phrase qui résume tout : « Il ne s'agit pas ici de fabriquer du chocolat. »

Nous sommes scandalisés devant ces réponses crues. Pourtant un accident semblable peut se produire à UCLAF, et soyons sûrs que Roussel et tout le personnel de la Direction prendront la même position.

Certains d'entre nous, ouvriers pourtant, grâce à la propagande bien faite du patron, y croiront peut-être.

Lors d'un accident, ne mettons nous pas la responsabilité sur le dos de tel ou tel camarade sous prétexte qu'il est étranger ou tout simplement nouveau, donc pas au courant.

N'entendons nous pas dire : « Si nous ne voulions pas courir de risques il ne fallait choisir ce métier là ».

La réponse à tout cela, un groupe d'ouvriers de la poudrerie nous la donne :

« Les salaires de misère nous obligent à venir travailler le samedi et comme nous voulons en avoir terminé vite nous sommes

DE TRAVAIL...

peusement : « Améliorer dans tous les domaines les conditions de vie de l'homme ». Le rédacteur de cet article a-t-il demandé aux camarades des accélérateurs si la direction a pour souci essentiel leur santé. A tous ceux des antibiotiques qui ont atirapé des dermites tenaces ou des asthmes qui les tiennent éveillés des nuits entières, la vie quotidienne a-t-elle été rendue plus agreable et plus confortable ? Ceux qui travaillent en équipes apprécient l'attrait nouveau de leurs loisirs, sans doute.

Il faut aussi réparer un léger oubli : il n'est fait mention nulle part de ce que nous pensions être le but essentiel de toute entreprise capitaliste : le profit !

Oui, la direction R.P. a tant de buts humains qu'elle en oublie ses bénéfices et le soin qu'elle prend à nous faire produire toujours plus en nous payant le moins possible, ce qu'elle vend si cher !

Si nous voulons vraiment qu'une société ait des buts humains, il faut qu'elle appartienne à tous, sans exploiter des travailleurs, en un mot qu'elle soit socialiste et elle le sera quand nous le voudrons tous.

(Extrait du n° 38 de la V.O. Rhône-Poulenc).

CHEZ AIR-FRANCE

JUSTICE OU BRIMADES ?

Il y a environ 2 semaines, les équipes qui terminent leur travail à 23 heures ont eu une drôle de surprise en quittant la D.M.

Toutes les portes étaient fermées et solidement surveillées par les gardiens.

A la porte principale par exemple, l'attente dura ainsi plus d'un quart d'heure.

Il faut dire qu'il commençait à y avoir de l'animation.

Enfin la « délivrance » arriva et ce furent des gendarmes qui ouvrirent la porte pour nous fouiller avec nos sacs pour ceux qui en avaient.

Il parait qu'il y a des vols importants à la D.M. Mais ce n'est certainement pas un travailleur qui sort par exemple des rouleaux de 50 m. de tapis sur son épaule.

Dans ce genre d'histoires c'est toujours le « bibi » qui doit payer les frais de la casse et malheur à lui si dans son sac on trouve quelques sacs vomitoirs dont il se servira pour envelopper son casse-croûte le lendemain, ou bien si ses poches contiennent quelques bonbons A.F.

Toutes choses, que la direction se chargerait de toute façon, de destiner à la poubelle.

Dans tous ces cas, la direction ne recherche nullement une justice qui de toute façon ne serait pas la nôtre, mais elle dresse une pluie de brimades pour compenser l'anarchie de son organisation.

La direction, nos patrons, ce sont eux les responsables du vol le plus manifeste et ce sont des milliers de francs qu'il nous manque chaque fin de mois sur notre paye.

Alors il serait juste que nous aussi nous attendions nos patrons à la sortie pour leur faire restituer notre dû.

(Extrait du n° 56 de la V.O., Air-France.)

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LA SENTINELLE

Depuis quelques mois, une des portes de l'hôpital St-Vincent-de-Paul, qui jusque-là n'était pas surveillée, est munie d'une guérite et d'un gardien. Motif officiel : empêcher les étrangers à l'hôpital de venir y parquer leur voiture.

Mais ce gardien paraît avoir une toute autre raison d'être : des fois que l'un d'entre nous profiterait d'un trou de cinq minutes dans son travail pour aller faire ses courses ou boire un café, il ne faudrait tout de même pas qu'il oublie d'aller faire pointer sa carte à la loge !

Et puisque « l'esprit » (sic) caserne semble être de mode depuis quelques temps, on a même pu voir, pendant une absence de la préposée à cet office, notre directrice occuper la guérite comme un vulgaire « juteux».

(Beau dévouement, mais poussera-t-elle la complaisance jusqu'à échanger en plus de sa place, sa paye ?)

Pour les esprits chagrins qui se plaignent perpétuellement du manque de personnel, la preuve est enfin faite, quand un poste aussi important est à pourvoir, on trouve toujours quelqu'un.

Les malades sont peut-être mal soignés, mais ils ne se sauveront pas, ils sont trop bien gardés pour cela !

(Extrait du n° 59 de la V.O. A.P.).

URITÉ

peut-être un peu moins prudents. »

Et c'est un samedi qu'ils se sont faits tuer.

« D'autre part les fabrications nouvelles sont de plus en plus dangereuses, évoluent encore, et l'on peut craindre le pire. Que ne faut-il pas craindre de la poudre « Zenon » qu'un rien met en colère ? »

Et c'est en démoulant de la poudre Zenon qu'ils se sont faits tuer.

Et les poudriers concluent : « N'avez-vous pas l'impression qu'on a joué un peu à la légère avec la vie de nos camarades, avec nos vies ? »

Nous, nous en sommes sûrs car nous savons tous à UCLAF que si nous voulons tenir le rythme nous ne pouvons pas nous servir des mesures de sécurité.

Que penser de la sécurité quand un seul ouvrier doit travailler à la place de trois, et ceci dans les mêmes conditions techniques qu'avant ; quand la production augmentant de plus en plus, on n'a plus le temps de vérifier les appareils dans les ateliers et les laboratoires, on n'a plus le temps de mettre les systèmes de protection ; quand dans certains labos les égouts à ciel ouvert dégagent leurs vapeurs de solvants, quand nous restons 8 heures et plus par jour dans le bloc stérile, quand la fabrication et le contrôle des hormones se font dans des conditions scandaleuses ?

Et d'ailleurs qui fait les cours de sécurité à UCLAF pour les ouvriers et les techniciens ? Personne, c'est le camarade arrivé quelques années avant nous qui nous met au courant. Mais comme ce n'est pas un spécialiste et surtout comme il n'a pas que cela à faire il ne peut le faire qu'incomplètement.

Et après cela on veut nous faire croire que l'analphabétisme et l'imprudence des ouvriers sont la cause des accidents, et qui plus est que ces accidents sont les risques du métier. Hélas le patron y arrive sinon les 400 ouvriers de l'usine ne seraient pas retournés à l'usine le lundi matin, et le colonel n'aurait pas pu se justifier impunément comme il l'a fait.

La seule solution, si nous ne voulons pas nous trouver devant cette réalité affreuse : sept morts par explosion, c'est de secouer notre apathie, c'est de réfléchir, d'exiger des explications et des enquêtes valables lors des accidents même mineurs; le plus efficace d'ailleurs, c'est de prévenir ces accidents par un refus systématique de travailler dans des conditions où la sécurité n'est pas systématiquement appliquée.

(Extrait du N° 64
de la V.O. - Roussel UCLAF.)

CHEZ DESFOSSES

LES VRAIS RESPONSABLES ! ! !

Aux machines taille douce une plaque a ripé de son cylindre porteur. Quand on sait l'énorme pression à laquelle est soumise une telle plaque, on a peu de mal à s'imaginer dans quel état nous aurions retrouvé un ou plusieurs camarades s'ils s'étaient trouvés sur la trajectoire d'un tel boulet de canon.

Ce genre d'accident n'est parait-il jamais arrivé sur ce type de machines, mais de cela, nous ne pouvons tenir compte ; il suffit d'une fois, et c'est la catastrophe ! Une grille amovible constituerait une protection efficace sur ce genre de matériel.

A chaque fois qu'un accident de la sorte se produit, la direction ne se fait pas faute soit d'invoquer la « fatalité » soit de faire reposer la responsabilité sur nous. Cela nous ne pouvons le tolérer, car les seuls responsables sont les possesseurs de machines pour qui nous suons du profit

(Extrait du n° 100 de la V.O., Desfossés).

LES SALAIRES

CHEZ LIP

« L'AUGMENTATION » A LA MECANIQUE

L'autre semaine, poussés par les gars, les délégués vont trouver le directeur local et lui demandent une augmentation de 0,30 F de l'heure.

M. Barbin en réfère à ses supérieurs et la direction représentée par ses plus beaux fleurons reçoit les délégués le mercredi 21.

Après l'entrée en matière d'usage, où alternent reproches, plaintes, menaces, appels à la compréhension, M. Saint-Esprit promet d'étudier le problème et propose une réunion pour le vendredi suivant.

Vendredi donc, nouvelle rencontre ; on répète aux délégués l'impossibilité d'envisager une augmentation générale, mais nos bons samaritains directoriaux sont prêts à se pencher avec bienveillance sur les cas des ouvriers les plus défavorisés. Belles âmes. Voyez nos directeurs coiffés de la cornette des petites sœurs des pauvres. D'autre part, on envisagera le cas échéant un aménagement de la prime.

...Et pour faire participer les délégués à cette action charitable, la colombe directoriale leur propose une réunion hebdomadaire où seraient discutés les cas intéressants.

Si nous transcrivons en clair ce langage de sacristie, cela signifie que ce sont nos propres délégués qui doivent choisir ceux d'entre nous qui seront augmentés et aussi, donc, ceux qui ne le seront pas. Quel délégué conscient de sa tâche, quel ouvrier oserait désigner celui de ses copains qui n'aura pas droit à la rallonge ? Laissons ce sale travail à nos exploiteurs. Ce n'est pas à nous, encore moins à ceux que nous avons mandatés, d'essayer de mieux répartir la misère.

De toute façon, le beau plan de collaboration fut stoppé net : un tract de la C.G.T. suscita chez notre président l'une des habituelles colères qui gâtent sa belle nature. Plus de coopération, plus de discussion, plus de réunion. Une décision directoriale vient tout remplacer : les OP1 (19 ouvriers) seront augmentés de 0,20 à 0,55 selon les cas. Cette augmentation sera échelonnée sur deux mois à raison de 4 ouvriers augmentés par quinzaine.

Nous ne regrettons pas que ce soit la direction qui ait pris cette mesure. Ce que nous comprenons moins, c'est que les OP2 et OP3 (dont M. F. Lip a tant besoin : lisez les petites annonces sur le journal) et qui sont en majorité à l'atelier, « n'insistent » pas auprès de la direction pour que leurs salaires soient également revus et corrigés.

(Extrait du n° 103 de la V.O. Lip.)

A LA C.S.F. (LEVALLOIS)

HOMMES OU MACHINES ?

Si dans tous les services on cherche à rationaliser le travail, il est une tâche qui reste toujours aussi compliquée, c'est le calcul du boni. Une feuille entière remplie de chiffres pour déterminer le montant mensuel de notre boni, cela paraît incroyable.

Ce qui est tout aussi absurde, c'est le principe même du boni. Le temps qui nous est alloué pour une tâche n'est pas du tout celui qui faut respecter pour être considéré comme un bon ouvrier. Utiliser tout le temps prévu serait au contraire la meilleure façon de se faire engueuler par son chef, et si récidive, pour se faire vider de la boîte. Il faut absolument primer. Ainsi les temps soigneusement calculés comptent pour du beurre. La direction considère que primer à 6/10 — c'est-à-dire faire la tâche dans un temps presque moitié plus court que celui porté sur le bon — c'est travailler « normalement », et nous accorde alors une prime de 10,06 %.

Mais le système de boni, bien entendu, est loin d'être absurde pour le patron, et c'est bien pourquoi qu'il maintient en usage. En effet, il lui permet d'obtenir un travail intense de notre part, sans supplément réel de rétribution, car le salaire sur lequel nous comptons c'est le salaire de base plus la prime moyenne.

Non seulement nous ne sommes pas payés proportionnellement à l'effort fourni (quand nous primons par cinq nous ne gagnons pas le double du salaire de base), mais c'est au contraire le plus gros effort, celui de travailler vite et sans souffler une minute, qui nous rapporte le moins, au plus 15 %.

Le système du boni comporte d'autres inconvénients graves pour nous. Par exemple, celui de voir les temps alloués diminués si nous primons trop, ou celui d'être brusquement moins payés si nous sommes mutés dans un service où le travail ne se fait pas au temps et où le boni n'est que de 5,60 %.

Ainsi, le boni est une arme dans les mains du patron qui lui sert à nous transformer en machines. Nous devons inscrire dans nos revendications la suppression du boni, et en attendant, l'attribution à tous d'un boni fixe égal au boni moyen actuel.

(Extrait du n° 30 de la V.O. C.S.F. Levallois.)

AUX HOSPICES CIVILS DE LYON

UNE VIE EN SIMILI

Nous avons touché nos 2 % « autorisés » avec la bénédiction de l'Administration et de ses saints. Il fallait le savoir qu'on avait 2 % de plus, parce que notre paye ne s'en est guère ressentie, elle.

Et tous, nous soupirons après la prime, la fameuse prime, certains d'impatience de la toucher et les autres du regret de ne pas la toucher.

Ce n'est pas parce que les travailleurs ont des « goûts de luxe » qu'une prime comme la prime de service est aussi importante à leurs yeux. Mais parce qu'ils en ont besoin. Et si certains, parmi nous, peuvent à cette occasion s'offrir quelques fantaisies, cela ne fait que mettre encore plus en évidence l'insuffisance de nos salaires habituels.

Nous vivons, pour la plupart d'entre nous, avec des salaires de misère, et en ce qui concerne, en particulier, les auxiliaires, on peut même dire qu'ils se contentent de survivre. Ce n'est pas avec un salaire mensuel variant autour de cinq cents francs qu'on peut se payer des « sorties culturelles » très fréquentes, qu'on peut voyager, qu'on peut s'habiller et se loger agréablement, qu'on peut s'acheter les électrophones, les disques, les livres, le matériel dont on rêve. Avec cette sommes-là, le bifteck, le coiffeur ou les bonnes cigarettes, c'est pour le jour de la paye.

Le loyer, l'ameublement, les repas, se chargent de dépenser tout le reste en un temps record.

Entrer ainsi dans la vie d'adulte par la porte de service, ce n'est guère enthousiasmant, mais le pire est qu'on s'y habitue, à cette vie monotone et somme toute assez miteuse. Au point que quand on parle pour nous d'un salaire minimum de 100.000 F (anciens) par mois (la C.F.T.C. l'appelle « minimum de civilisation », et c'est bien vrai), on a l'air de tomber de la lune. On nous contemple avec effarement, « ce n'est pas réaliste », « vous êtes jeunes, ça vous passera », etc...

Voilà ce qu'on entend, mais, pour nous, ce qui n'est pas réaliste, c'est de se contenter de cette petite vie sans intérêt dans laquelle les patrons et leur gouvernement veulent nous confiner. Ce qui n'est pas réaliste, c'est la résignation et le fatalisme. C'est la jeunesse révoltée qui a raison, et cette jeunesse-là n'a pas d'âge.

(Extrait du n. 26 de la V.O. H.C.L.)

LES HORAIRES

A LA R.N.U.R.

RETOUR AUX 48 HEURES PAR PETITS BOUTS

Vendredi dernier, la Direction a fait apposer dans toutes les équipes de réparations A.O.C., des affiches ramenant l'horaire à 48 heures par semaine.

Cette décision de la Direction, n'était pas du goût de nos camarades. Une délégation devait être reçu vendredi après-midi par le chef de service.

Quelle que soit le résultat de cette démarche, il est certain que la direction cherche à ramener petit à petit les horaires à 48 heures. On commence par les équipes de réparations, alors que l'A.O.C. lui, fait encore 42 h. 30. Nos camarades on raison de réagir tout de suite, car la pagaille est telle dans les horaires actuellement que, nous pourrons bientôt voir les uns à 60 heures pendant que d'autres chômeront le lundi.

Pour la Direction il s'agit de nous faire suivre le rythme de sa production « saisonnière » et en même temps de palier le manque d'organisation et de précision de ses différents services par du chômage partiel d'un côté et des heures de l'autre. L'argument majeur de notre part c'est que en faisant 48 heures nous travaillons 2 heures 3/4 pour rien par rapport à actuellement en étant payé par le fonds de régularisation.

(Extrait du n° 35 de la V.O., R.N.U.R.)

A LA C.S.F. (ISSY)

HEURES SUPPLEMENTAIRES

Si la direction parle de diminuer les heures à R.S.M. pour manque de travail, il n'en est pas de même à « l'électronique » où, depuis le retour des vacances, les heures supplémentaires sont devenues la règle dans tous les services. Les causes : la fin de l'année approche, le travail exécuté trop rapidement (les temps !), le matériel revient en retouche.

C'est la larme à l'œil, pour rendre service à la compagnie, que l'on nous demande de venir travailler le samedi ou de rester plus tard. Si la corde sensible ne vibre pas, les pressions de toute sorte (à la rallonge ou à l'essai) décident les hésitants.

Quand la direction a des difficultés, elle n'hésite pas à faire appel à notre bonne volonté, bonne volonté conditionnée par l'appât du gain. Que gagnent ces mordus du boulot à faire des heures supplémentaires ? Contre une compensation en argent, ces camarades acceptent de rogner sur leur peu de liberté en dehors de l'usine, s'exposent plus que les autres aux accidents et à la maladie, mettent les autres ouvriers et eux-mêmes en plus mauvaise posture pour revendiquer à un moment où la direction, ayant besoin de nous, serait plus disposée à céder. C'est aussi leur dignité d'homme que ces bouffeurs de boulot vendent pour un plat de tripes.

Les difficultés de livraison que la direction rencontre sont dues, pour une part considérable, à l'anarchie qui règne dans la production tout au long de l'année. Si elle manque de personnel, qu'elle en embauche. Si elle n'en trouve pas, qu'elle paie plus. Mais, en aucun cas, nous ne devons accepter de faire les frais de son incurie, même si cela doit nous rapporter des miettes.

(Extrait du n° 74 de la V.O. CC.S.F. Issy-les-Moulineaux.)

A RHONE-POULENC

POUR UN HORAIRE NORMAL !

La direction oblige les travailleurs de l'instrumentation à travailler en équipe, ceci pour ne pas gêner la production.

Nous estimons que nos conditions de vie sont déjà suffisamment difficiles sans que l'on soit obligé d'avoir des horaires irréguliers d'une semaine sur l'autre. Nous savons bien qu'une grande partie de nos camarades travaillent en équipe depuis longtemps et souvent dans des conditions plus pénibles (4 x 8) par semaine.

Le travail par équipe ne peut se concevoir qui si nous avons une véritable compensation, c'est-à-dire une réduction de la journée de travail, 6 heures par exemple !

Extrait du n° 38 de la V.O. Rhône Poulenc).

COLLABORATION...

CHEZ PEUGEOT

LES F.O. FRERES

Dans une « information » sur une conférence nationale de l'automobile du syndicat F.O., récemment distribuée aux portières, on peut lire que F.O. : « dénonce l'orientation de l'activité de ces comités (il s'agit des comités d'entreprise) vers des tâches secondaires, orientation voulue par le patronat et la C.G.T. ». Après une telle « dénonciation », on se demande ce que peut bien faire, le camarade Girard, secrétaire du syndicat F.O. de Sochaux, au C.E. où il est trésorier, s'il vous plaît, et participe à un grand nombre de commissions. Le plus drôle, c'est que le même Girard était présent à cette Conférence nationale F.O. où la résolution dont nous avons cité un extrait a été adoptée A L'UNANIMITE. !!!

Le moins que l'on puisse dire, c'est que F.O. a un certain toupet de rejeter aujourd'hui sur la seule C.G.T. une orientation dont tous les dirigeants syndicalistes, Y COMPRIS CEUX DE F.O. sont responsables. Et la légende des C.E., organisme de cogestion ouvrière n'a jamais été qu'une énorme supercherie montée par les dirigeants « ouvriers », quelle que soit leur étiquette. Créés à la Libération pour, de l'aveu même des camarades ministres, inciter les ouvriers à « retrousser leurs manches », ils furent d'emblée des organismes de collaboration de classe. Quant à la gestion-bidon de l'entreprise, elle ne fit qu'évoluer vers la gestion des œuvres « sociales » et autres voies de garage. Et jamais ceux qui aujourd'hui dirigent le syndicat F.O., mais qui en 45, se trouvaient encore dans l'appareil C.G.T., ne se sont opposés à cette mystification, bien au contraire. Sur le plan de la collaboration de classe, F.O. est bien « devant », alors que dans la lutte elle est « derrière » les ouvriers, comme le dit un jour un des siens à Peugeot.

Quant à la C.G.T., elle récolte aujourd'hui ce qu'elle a semé, en ayant à une certaine époque, sous prétexte d'unité, composé avec F.O. pour l'attribution des responsabilités au C.E.

A LA C.A.F.L.

COLLABORATION DE CLASSES

Le compte rendu de la dernière réunion du Comité d'Etablissement vient d'être publié. Il comporte : 7 pages sur la marche de l'usine, une page et demie sur le rapport des commissions (logement, cinéma, jeunes, etc...) une demi page seulement, sur les « questions diverses » où l'on parle entre autre des revendications (si on peut appeler revendications ces souhaits pieux).

Ainsi les délégués ouvriers au C.E. passent 45 minutes sur 60 à discuter avec le représentant du patron sur la façon de mieux faire travailler les ouvriers. Rappelons qu'un des principaux points discutés était la question de la productivité où d'ailleurs un des délégués a brillé en affirmant que « le personnel n'est pas opposé par principe aux efforts de productivité à faire ».

Et moins de 5 minutes sur 60 ont suffi à ces mêmes délégués ouvriers pour exprimer quelques timides souhaits sur lesquels d'ailleurs, le représentant patronal a glissé en promettant de « se pencher sur le problème ».

Faut-il d'autres illustrations pour affirmer que le C.E. est un organisme de collaboration de classe ?

(Extrait du n° 28 de la V.O., C.A.F.L.)

... OU LUTTE DE CLASSE

CHEZ CHAUSSON

POURQUOI SE METTRE LA CORDE AU COU ?

Depuis des années, la direction voudrait bien se débarrasser de la gestion de la cantine, car elle gagne beaucoup plus à vendre des carrosseries qu'à s'occuper de notre pitance.

Elle cherche donc à se débarrasser de ce boulet en en faisant « cadeau » aux militants syndicaux, qui eux voudraient bien accepter, mais font les difficiles, car le cadeau est vraiment trop empoisonné.

Mais quelle que soit la subvention de la direction (et il ne faut pas être devin pour prévoir qu'elle sera la plus faible possible), cette cantine constituera un fardeau dont une organisation qui se propose de défendre les intérêts de la classe ouvrière n'a pas à se charger.

Nos délégués disposeraient-ils de moyens magiques de faire baisser le prix des denrées afin d'éviter l'augmentation du prix des repas ?

Sinon leur rôle consistera à justifier ces augmentations devant les yeux des travailleurs.

Croient-ils que l'intérêt de la classe ouvrière qu'ils sont censés défendre consiste à jouer les « bonnes » ménagères plutôt que d'organiser la lutte des travailleurs pour le maintien de leur pouvoir d'achat **quelles que soient les augmentations de prix.** Car on ne peut à la fois gérer une cantine (avec l'argent que voudra bien leur donner la direction) et organiser la lutte de classe.

Il est vrai que la lutte de classe semble être le cadet de leurs soucis.

(Extrait du n° 175 de la V.O. Chausson).

UNIS PAR LES MÊMES LIENS

LE SEUL ETRANGER AU TRAVAIL : LE PATRON

Une partie importante de l'effectif de l'usine est composée de camarades étrangers.

Dans la plupart des cas ils occupent les places les plus mal rétribuées, les plus pénibles aussi. Ils sont logés dans des conditions effroyables parfois, en bidonville, parfois entassés 3, 4 si ce n'est 8 par pièce en manquant des conditions les plus élémentaires d'hygiène.

Pourtant il y en a parmi nous qui, contaminés par l'esprit chauvin, préfèrent fermer les yeux et parler d'étrangers qui viennent manger notre pain.

D'autres encore, sans aller jusque là accusent les ouvriers étrangers d'être moins combatifs que les ouvriers français et de ce fait, de rendre plus difficile toute action. Ce que ces camarades oublient c'est que cette même législation bourgeoise, qui rend toute lutte ouvrière difficile, frappe infiniment plus les ouvriers étrangers que les ouvriers français.

Un gréviste étranger par exemple non seulement est exposé à la répression de son patron, mais aussi à celle de l'Etat qui lui interdit toute activité politique en territoire français et qui peut le faire expulser de France sous le moindre prétexte. Ceci ne veut pas dire que les travailleurs étrangers ne seront pas à nos côtés dans les luttes importantes. Mais il faut que les luttes soient vraiment importantes et non pas de sporadiques gré-grèves sans chance de succès — pour que l'ouvrier étranger estime que l'enjeu vaut le risque couru. Puis il faut que le travailleur étranger soit sûr de la solidarité de ses camarades français et sache qu'en cas de danger, on le défendra.

En tout cas, ne nous laissons pas berner par les slogans chauvins, qui ne servent que le patron. Et n'oublions pas cette vieille vérité du mouvement ouvrier... Pour nous prolétaires, quelle que soit la langue que nous parlons, les étrangers, ce sont les patrons.

(Extrait du n° 28 de la V.O. CAFL).

CHEZ CHAUSSON

TIGRE EN PAPIER

Une semaine d'action dans la métallurgie dont le but était l'égalité des prestations familiales et sociales a été organisée les 26-31 octobre. Chez Chausson la CGT nous a demandé de signer une pétition. Ceux qui ont signé ont sans doute montré qu'ils étaient solidaires de nos camarades étrangers. Mais cette « action » qui consiste à mettre son nom sur une liste n'a aucune efficacité pratique.

Si la CGT voulait véritablement nous mobiliser pour ces revendications, ce n'est pas avec des crayons qu'elle nous appellerait à lutter. Les semaines et journées d'action dans la métallurgie, dans l'automobile, en fait, ne se distinguent pas de celle-ci. Le problème, pour les syndicats, c'est d'éluder la véritable lutte, consistant à nous mobiliser tous ensemble, sur des objectifs communs.

Que les travailleurs étrangers soient plus exploités que la plupart d'entre nous, c'est vrai, qu'ils aient leurs propres revendications, c'est non moins vrai. Mais faire aboutir toutes les revendications, réaliser pratiquement l'unité entre nous, seule la lutte générale peut le faire et rien d'autre. La semaine « d'action » commandée par la CGT n'est qu'un tigre en papier qui va rejoindre les autres chiffons de papier dans la corbeille.

(Extrait du n° 175 de la V.O. Chausson).

LE DROIT A LA PAROLE

A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

MAUVAISE CONSCIENCE

Des individus, dont certains se prétendaient des admirateurs de la directrice et les autres les défenseurs patentés de la classe ouvrière, ont tenté de s'opposer à la porte de Saint Vincent de Paul, à la dernière diffusion de la « Voix Ouvrière ». Ils ont tout juste réussi à arracher quelques tracts.

Aux défenseurs bénévoles de la directrice, nous n'avons rien à dire, nous n'avons rien à répondre, sinon l'expression de notre mépris.

Mais si des travailleurs du rang, SYNDIQUES OU NON, ont besoin de la « Voix Ouvrière », c'est qu'il n'est pas possible d'exprimer au sein des syndicats, particulièrement la C.G.T., ou au travers de leur presse, des idées qui ne sont pas celles des pontes et des bonzes syndicaux, surtout quand ce sont des idées révolutionnaires.

Avec l'aide de tous les travailleurs, pour qui la démocratie ouvrière n'est pas un vain mot, « Voix Ouvrière » continuera à circuler, n'en déplaise à ces Messieurs.

P.S. Nous avons vainement attendu, samedi dernier, à notre permanence : 29, rue de Château-Landon, la visite de ceux qui prétendaient qu'il s'agit d'une fausse adresse.

Est-ce vraiment parce qu'il s'agit d'une fausse adresse qu'ils n'ont pas réussi à la trouver ou tout ce qu'ils cherchaient n'était-il pas de tromper les travailleurs.

(Extrait du n° 59 de la V.O. A.P.).

NOUS ne pouvons, étant donné la présentation par rubriques et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrières » ni à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbres ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellerman. — Paris XIII^e.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PANHARD. — Paris XIII^e.
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt. 7 bulletins correspondants à différents secteurs de l'usine.
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 18
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — Départements d'entretien.
R.N.U.R. — U 5.
SAVIEM. — St-Ouen.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond.
J.-J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
S.M.F.A. — Saint-Nazaire.
NEYRPIC. — Grenoble.

ELECTRICITE ELECTRONIQUE :
CABLES DE LYON. — Lyon.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL-UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE d'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris XV^e.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
FTT - RP et Chèques Postaux Toulouse.
QUAIS et DOCKS. — Marseille.

Prière d'adresser la correspondance à

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10^e)
et d'envoyer les fonds à
M. Maurice SCHRŒDT
(même adresse)
C. C. P. 9424-78 - PARIS

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

LA CONDITION OUVRIERE

Le Télévision a présenté cette semaine une œuvre de Roger Vaillant, « 325.000 F », dans laquelle l'auteur essaye de démontrer qu'un ouvrier ne peut sortir malgré tous ses efforts individuels de sa condition de prolétaire. En l'occurrence il s'agissait d'un ouvrier d'Oyonnax. Voici à ce sujet, d'après un écho paru dans « Pourquoi », revue des œuvres laïques, ce que nous n'avons pas vu sur les écrans : « Ecoliers : ceux qui travaillent à 8 ans : le travail d'enfants de 8, 10, 12 ans est plus répandu qu'on ne le pense. Sans parler des campagnes, c'est le cas à Oyonnax, centre de la matière plastique. Les salaires mensuels y sont très bas : 500 F pour les hommes, 350 F pour les femmes. La confection des fleurs artificielles à domicile, qui apporte un supplément de salaire horaire de 0,45 à 0,50 F, occupe le soir et les jours de repos toute la famille, petits écoliers compris. »

Dans ces conditions, alors que la loi sur le travail des enfants date de près d'un siècle, on comprend pourquoi les ouvriers d'Oyonnax espèrent s'en sortir un jour... et souvent à n'importe quel prix !

LES DOMPTEURS

A en croire l' « Express » du 19-10-1964, « trois syndicalistes français, MM. Henri Beaumont, Jean Maire et Antoine Laval », respectivement secrétaires des Fédérations des Métaux C.G.T., C.F.T.C. et F.O., « viennent de prendre une attitude révolutionnaire ».

Voilà qui nous réjouit. Mais l'article se poursuit et nous lisons ce mot de M. Beaumont : « Le marché automobile européen est une jungle ».

En effet, explique l' « Express », l'industrie automobile européenne est envahie de capitaux américains ; les constructeurs font des investissements anarchiques, du gaspillage économique, etc.

Rien de nouveau dans tout cela. Nous savons bien que le régime capitaliste est tout, sauf une organisation rationnelle de l'économie.

Mais l' « attitude révolutionnaire » des syndicats ? Lisons : Ils veulent « promouvoir une politique commune de l'automobile : coordination entre les constructeurs, fixation d'objectifs communs... »

Autrement dit : puisque nos patrons sont incapables d'organiser le marché capitaliste, à nous de les y aider.

D'ailleurs, ajoute-t-on, cette politique aurait ses « objectifs sociaux : garantie du pouvoir d'achat, garantie de l'emploi, réduction de la durée hebdomadaire du travail ».

Et l' « Express » de demander : « L'action des syndicats réussira-t-elle à transformer la jungle en zoo ? »

Nous verrons bien. Mais ce n'est pas la première, et sûrement pas la dernière politique dont on nous assure qu'elle arrangera tout le monde : les capitalistes, et les ouvriers...

Ce qui est certain, c'est que si nous les laissons faire, ces « syndicalistes-là » seront sous peu les gardiens de nos cages...

CEUX QUI SAVENT NAGER

« Si Lyon avait été désignée pour les Olympiades 1968, elle n'aurait pas eu à rougir de son équipement sportif », a déclaré M. Pradel, maire de Lyon, de retour à Tokyo (« Le Progrès » du 29-10-64). Mais comme elle n'a pas été désignée, M. Pradel pense certainement qu'elle peut se permettre de rougir, car on peut lire dans le même « Progrès », quelques pages plus loin, les protestations de la mère d'une élève du Lycée de Saint-Just qui se trouve privée de piscine parce qu'on n'y emmène que les élèves qui savent déjà nager. Pourquoi ? A cause du manque de place ! C'est un moyen de sélection comme un autre.

Mais disons, pour paraphraser un commentateur de la R.T.F., que si le culot avait été un sport olympique, nous aurions sûrement pu donner plus souvent l'occasion aux Japonais d'entendre la « Marseillaise ».

LES REVERS DE LA MEDAILLE

Beaucoup de « Français » ont été déçus des échecs enregistrés par l'élite quasi professionnelle de l'athlétisme en France aux Jeux Olympiques.

Qu'à cela ne tienne ! Il est une médaille d'or que personne dans les pays avancés ne peut nous ravir. Nous détenons le record olympique de la longueur de la semaine de travail. Et pourtant là aussi, nous pouvons dire que nous avons essuyé un revers... depuis 1936.

Un film à voir HARLEM-STORY

Le film de Shirley Clarke, projeté actuellement dans une salle parisienne (un studio d'essai), n'est pas nouveau dans son thème. Les bandes d'adolescents, plus ou moins en marge de la société, et dont les bagarres, quelquefois les crimes, sont de temps à autre un des thèmes de l'actualité, ont déjà fait, avant lui, le sujet de plusieurs grands films américains.

Cette fois, l'arrière-plan du film, comme son titre l'indique, c'est Harlem. Et pour le réalisateur, l'arrière-plan est aussi important que les héros eux-mêmes. Il permet d'expliquer et de comprendre les personnages, leurs réactions, leurs sentiments, leurs rapports, leur histoire.

Le Harlem que l'on nous montre, un certain nombre de journalistes ou d'écrivains nous l'ont, certes, déjà décrit. Ici, cependant on nous le donne à voir. C'est là l'avantage du cinéma.

Harlem, c'est d'abord un quartier où les blancs n'apparaissent pas. Leur seule présence c'est celle des flics et des truands. L'image du « cop », casquette plate, matraque à la main, arpentant et surveillant les rues de Harlem revient à maintes reprises, leitmotiv du film. Quant aux gangsters, ils se montrent pour ramasser le produit du racket auprès de leurs sous-fifres noirs... ou régler leur compte à ces derniers quand ils font preuve de trop d'indépendance. C'est tout.

Il y a bien celle de l'instituteur blanc. Mais, lui, il se trouve en réalité à cent lieues de Harlem. C'est là une des meilleures scènes du film d'ailleurs.

Petit-bourgeois bien gentil, un tantinet raciste mais inconscient (« Ne jetez rien par la fenêtre », explique-t-il aux écoliers noirs qu'il promène en car à travers le New-York des blancs, et qui plus est celui des blancs riches, « ici on n'est pas à Harlem ») ; il est plein de bonne volonté... et complètement en dehors du coup.

A ses écoliers noirs, il essaie d'enseigner l'histoire des Etats-Unis. Mais le personnage de Washington et la guerre d'indépendance ne les intéressent pas, ne peuvent pas les intéresser. Washington ne s'est pas battu pour eux et leur liberté est encore à conquérir. Ce n'est pas leur histoire. Bien entendu, de cela ils n'ont pas conscience. Simplement ils restent indifférents, puisqu'il n'y a aucun rapport entre cette histoire et leur vie réelle, dans le quartier noir.

Or Harlem c'est la misère, les immeubles délabrés, les familles entassées dans une ou deux pièces, la promiscuité, la saleté, la drogue pour les adolescents, la prostitution pour les filles de quinze ans. Leur éducateur peut bien alors s'efforcer de les faire vibrer à l'évocation de l'historique de Wall Street...

La réalité, pour eux, qu'ils en aient clairement conscience ou pas, c'est la solitude et l'humiliation.

Humiliation, par exemple, du gosse qui, ramassé par les flics, est non seulement passé à tabac mais s'entend traiter de « salaud de noir ».

Solitude, car aucune communauté humaine ni aucun sentiment traditionnel, ne résiste à la pression de Harlem.

Il y a bien toujours des réformateurs religieux prêchant un christianisme « noir ». La grand-mère venue du Sud les entend ; pas les jeunes pour qui les mythes religieux n'ont plus de sens et ont perdu tout pouvoir consolateur.

Quant à la famille, elle n'a plus grande réalité non plus. Ne serait-ce qu'à cause des conditions matérielles : le logement, qui est tellement exigu que chacun des membres n'a qu'une envie, se retrouver dehors, le travail qui éloigne aussi, etc. « Comment il s'appelait ton mari qui m'a emmené au zoo » demande le héros du film à sa mère, et celle-ci ne s'en souvient plus.

Cela fait dire à la grand-mère ce mot terrible : « On était mieux en Alabama ». On sait que l'Alabama est un des bastions racistes du Sud, mais là-bas, au moins « on était unis ». Dans les grandes villes du Nord il n'y a même plus cette communauté familiale pour offrir un semblant de refuge face à la société hostile.

De cette société on ne peut sortir. Les parents ont travaillé et travaillent. Pourquoi ? « Pour payer des impôts, répond la mère, à un Etat qui ne m'a jamais rien donné ». Leur sort n'a effectivement pas changé.

Certes, le jeune noir peut aller à l'Université... à condition d'être champion de basket ou de football. Aux Etats-Unis, la culture est reine !

Alors, pour échapper à cette solitude et à cet écrasement, il n'y a que la bande de jeunes. C'est là que se sont réfugiés les derniers restes de fraternité et de sentiment communautaire qui n'existent plus nulle part.

Et pour échapper à la condition humiliée, il n'y a que le rêve d'être un caïd, « un tueur à froid » répète le jeune héros du film. Il a dû le lire dans les illustrés qui sont sa seule pâture intellectuelle, ou l'entendre dans quelque film, et il s'essaie à imiter l'attitude décontractée des héros de cette littérature.

D'ailleurs, le seul noir à Harlem à dominer sa condition, n'est-il pas le truand du coin ? Il a une maîtresse blanche, des « copains » blancs, un appartement convenable, de l'argent. De plus, il ne tient compte ni de la loi, ni des flics. Qu'au-delà des apparences, le « milieu » n'échappe pas aux règles de la société en général, cela, le jeune ne le voit pas ou le voit trop tard.

A ce monde sans espoir — la dernière image du film est une voiture de police — la cinéaste n'a pas cherché à donner une solution.

En voit-elle une, n'en voit-elle pas ? Nous ne le savons pas.

Le militant pour les droits civiques qui apparaît très vaguement à un moment, est un étudiant, quelqu'un qui appartient, quoique noir, à un autre monde que celui de Harlem, à une autre classe. A ses frères noirs il vient proposer une morale. Et ceux-ci n'ont que faire d'une morale.

Shirley Clarke ne nous dit donc pas s'il est possible de supprimer Harlem ni, bien sûr, comment y arriver. Mais ce n'est pas là l'important. Honnêtement elle nous dit ce qu'elle sait, ce qu'elle a vu, c'est-à-dire ce qu'est Harlem.

Au cours des émeutes de cet été dans les quartiers noirs des grandes villes des Etats-Unis du Nord, la presse a parlé de voyous, a insisté sur des scènes de pillage. En voyant « Harlem story » on se rend compte que cela est possible. On se rend compte aussi que notre sympathie ne peut qu'aller à ces « voyous », quand même eussent-il razzié Wall Street et incendié NewYork.

Jacques MORAND

La terreur et la vertu

Récemment, dans la série « La caméra explore le temps » la télévision a présenté une double émission : « La terreur et la vertu » consacrée à une période de la révolution française (1793 - juillet 1794).

La Révolution, telle qu'elle fut vécue par le peuple, avec la guerre aux frontières, et à l'arrière, la misère due à la hausse des prix, et à la pénurie, constrastant avec les énormes fortunes qui s'élevèrent en quelques mois, pour les fabriquants de fusils, d'uniformes, pour les gros fournisseurs de l'armée en vivres, les spéculateurs et autres gredins ; le mécontentement populaire et l'effervescence qui règnaient dans les rues ,devant les boutiques où les ménagères faisaient la queue ; les réunions houleuses des « sans-culottes » dans les sections, les communes, les sociétés populaires. Cette révolution là, celles des masses, n'apparut dans l'émission de Stellio Lorenzi et Alain Decaux que comme le décor d'une pièce de théâtre où les vrais acteurs de la Révolution étaient les chefs. Mêmes les luttes politiques opposant ces grandes figures furent, soit reléguées au second plan (ainsi en fut-il de l'élimination des « Enragés », puis des « Hébertistes » par les Jacobins), soit limitées à l'affrontement des caractères et des convictions sans que se révèlent nettement les tendances politiques auxquelles appartenaient ces hommes, les couches sociales qu'ils représentaient, en un mot, sans que la lutte des classes apparaissent sur le devant du petit écran.

Certes, l'émission ne poursuivait pas un tel but. Centrée essentiellement sur quelques grandes figures : Danton, Robespierre, Saint-Just, elle se voulait plutôt une grande pièce tragique, et psychologique, et l'histoire n'y était présente que dans la mesure où les héros y jouaient un rôle de premier plan. Elle se voulait aussi une thèse : celle de la réhabilitation de Robespierre, « L'incorruptible » que les manuels de l'histoire bourgeoise présentent comme un dictateur assoiffé de sang, alors que Danton y fait figure de héros de légende au noble cœur et au courage indomptable. L'émission nous a montré un Danton beaucoup plus proche de la réalité. Bon vivant certes, et grand orateur (ce qui demeure de la légende) mais aussi manœuvrier, retors et plus ou moins corrompu, ce qui fut d'ailleurs plus sous-entendu que démontré. Un Danton en tous cas prêt au compromis et à la paix avec l'ennemi, quitte à y sacrifier sinon la révolution, du moins son caractère radical et populaire. L'histoire est encore plus dure que ne le fut l'émission. Il semble acquis que Danton, au milieu de la misère générale où s'agitait le peuple, se soit enrichi considérablement, en puisant dans toutes les bourses.

Quant à Robespierre, on nous le montra incorruptible donc, et plus que vertueux, d'une vertu un peu effrayante à vrai dire, mais mû toujours par le souci des intérêts du peuple, et amené malgré lui à exercer une dictature de plus en plus sanglante. On nous le montra humain aussi dans les scènes familières, sensible et ému. Seul l'Archange de la révolution, le jeune Saint-Just paraissait inaccessible aux inquiétudes et aux fatigues qu'impose le lourd fardeau du pouvoir.

Pourtant, et cela l'émission ne le dévoilà pas, les vertueux Robespierre et Saint-Just et quelques autres des plus purs des Jacobins, n'hésitèrent pas à employer d'odieuses manœuvres contre leurs adversaires politiques, et notamment ceux qui se situaient sur leur gauche, représentaient les aspirations des couches les plus pauvres du petit peuple de Paris, des artisans et ouvriers. Les « Enragés », c'est ainsi qu'on appelait ces militants révolutionnaires des faubourgs. Leurs noms sont méconnus voire inconnus : Jacques Roux, Leclerc, Varlet, sont les moins obscurs. Et contre eux, tout fut permis. Robespierre et ses créatures les traînèrent dans la boue, répandirent la calomnie montèrent de véritables complots pour les salir et les empêcher de parler. Il fallait en faire des « anarchistes », des « traîtres », des agents de l'ennemi payés par lui, etc... C'est par des procédés identiques, que, quelques décades plus tard, au cours d'une autre révolution, Staline éliminera ses adversaires et notamment les trotskytes. Il n'est pas étonnant que les historiens staliniens du 20e siècle aient tant tenu à réhabiliter Robespierre pour qui ils ont une adoration sans mesure, à l'image de celle qu'ils portaient au « Père des Peuples ». Mais le véritable crime des Enragés, c'était d'avoir poussé, en exprimant les aspirations des sans-culottes, à la radicalisation de la révolution, et surtout d'avoir débordé les limites permises en s'attaquant à la propriété, cette propriété que Robespierre tenait pour un des droits imprescriptibles de l'homme.

Jacques Roux fut exclu du Conseil de la Commune comme « la cause de tous les désordres qui ont fait craindre les citoyens pour leurs propriétés », avant d'être jeté en prison où il se suicida sans attendre la guillotine. La cause était perdue : l'embryon de prolétariat de l'époque n'était ni assez fort, ni assez distinct de la petite bourgeoisie pour prendre la tête de la révolution. Mais les Enragés, sous une forme encore peu élaborée, et il était impossible qu'il en soit autrement à l'époque, furent, avant même Babeuf, les premiers communistes.

Et si Robespierre prit certaines mesures « populaires » (celles-là mêmes en partie, qu'avaient réclamées les Enragés) cela ne signifie nullement qu'il fût l'homme politique exprimant la sans-culotterie. C'est que l'appui du petit peuple lui était nécessaire pour abattre définitivement l'hydre de la contre-révolution. Mais il avait besoin d'un prolétariat décapité. La liquidation des Enragés fut la mesure la plus urgente. Celle des Hébertistes suivit quelques mois plus tard et les Jacobins n'hésitèrent pas à s'attaquer directement aux sections et sociétés populaires.

Mais les conflits entre les Jacobins et la Gironde, puis entre Robespierre et Danton, sont des luttes qui ont opposé des fractions de la bourgeoisie. Le processus a, jusqu'au début de 1794 amené au pouvoir des couches de plus en plus radicales de la bourgeoisie. Le pouvoir de Robespierre fut l'apogée de ce mouvement, la dictature de Robespierre, ce fut la dictature de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire l'aile la plus révolutionnaire de la bourgeoisie. Mais pas plus que les couches les plus pauvres des sans-culottes, la petite bourgeoisie jacobine ne pouvait garder le pouvoir. Et si les Enragés furent liquidés, Robespierre à son tour devait succomber. Lorsque la vague révolutionnaire reflua, lorsque le peuple se lassa, le pouvoir de Robespierre se trouva suspendu dans le vide. Il se maintint quelques mois au prix d'un surcroît de terreur, et d'une vaine tentative de religion (culte de l'Etre suprême). Mais c'était reculer pour mieux sauter. Et Robespierre fut finalement renversé par une coalition disparate. La bourgeoisie reprenait ses cartes.

La période robespierriste avait maintes fois fait trembler les gros bourgeois. Mais elle les avait aussi servis. Sans l'allant révolutionnaire de la petite bourgeoisie radicale, sans Robespierre, la Société n'eût point fait aussi facilement peau neuve, l'aristocratie n'eut pas été liquidée. Dans ce sens, on peut dire que Robespierre a défendu les intérêts généraux de la société bourgeoisie.

Et si la bourgeoisie s'est montrée depuis bien ingrate à l'égard de Robespierre, c'est qu'il représente pour elle l'image de ce qu'elle fut ou prétendit être et qu'elle ne peut plus être : une classe révolutionnaire. Et si la révolution bourgeoise engendra des Robespierre et des Saint-Just avant de se réfugier dans la poigne de fer de Bonaparte, aujourd'hui, le capitalisme produit des conservateurs du style de Gaulle ou Deferre. Mais la Révolution c'est maintenant l'affaire du prolétariat. Et ceci est une autre histoire... on ne saurait faire grief aux auteurs de l'émission télévisée de n'avoir pas démonté devant nous les ressorts politiques de la Révolution. Là n'était pas leur objet. Il reste que nous ne pouvons que nous réjouir que dans le cadre de la Télévision bourgeoise et gouvernementale, de telles émissions puissent parfois être présentées. Des millions de travailleurs ont pu, ainsi se passionner pour les héros et les problèmes de la Révolution, sous une forme attrayante. Et comme l'émission était présentée honnêtement (dans la discussion qui clôtura la séquence, les auteurs affichèrent ouvertement leurs opinions), comme par ailleurs, le jeu des acteurs, la reconstitution des scènes, étaient excellents, il ne nous reste plus qu'à souhaiter que la T.V. nous donne beaucoup d'émissions d'une telle qualité.

V. GORIA

• VU DE NOTRE FENÊTRE...

WILSON PROLETAIRE DE SA MAJESTE

Toute la presse a parlé en détail de la victoire des travaillistes aux élections en Angleterre.

Toute la gauche a évidemment présenté cela comme une victoire pour les classes laborieuses.

Ce qui a été moins souvent dit c'est que les travaillistes ont fait pression pour faire cesser la grève du métro londonien. Cette grève les gênerait. On ne peut évidemment faire bonne figure devant certaines couches d'électeurs ou devant la bourgeoisie si l'on se présente en champions de la lutte de classe. Cela est beaucoup plus significatif que de belles paroles et de belles promesses, et ces promesses ne coûtent cher qu'à ceux qui y croient.

Les travaillistes ne changeront en rien dans ses grandes lignes la politique du grand capital. Ils ne changeront en rien les rapports entre le capital et le travail, et au sein des usines ce seront toujours les patrons qui seront les maîtres.

Les élections ne sont pour les partisans sérieux du Socialisme qu'un thermomètre politique, un instrument de mesure précieux, mais rien de plus. En promettant ce qu'ils ne pourront tenir, ce qu'ils savent très bien, les travaillistes, comme tous leurs semblables, ne font que promettre à la bourgeoisie qu'ils seront de loyaux gérants du capital.

PRISON DE CLASSE

Dans son rapport sur le budget alloué au ministère de la Justice, M. Sabatier, député U.N.R., expose son indignation à propos de la nouvelle maison pour jeunes délinquants de Fleury-Mérogis.

Cet établissement digne « d'un échelon moyen dans l'hôtellerie » (dixit M. Sabatier) ne correspond plus à son idéal de la prison-modèle : « propre mais sévère » ! Ne va-t-il pas jusqu'à lui donner un « aspect extérieur séduisant » (sic).

M, Sabatier aurait-il peur que certains jeunes se laissent « séduire » et préfèrent cet établissement plutôt que 45 heures passées à l'usine ?

Nous laissons la parole à l'outragé : « Est-ce qu'un jeune homme qui n'a connu dans une famille sans beaucoup de ressources qu'un milieu sordide... aura bien le sentiment de recevoir une sanction ? » Il poursuit : « ... on constate que ce prix (prix de revient d'une cellule) est nettement supérieur à celui d'une pièce d'H.L.M. ; mais sans doute faut-il tenir compte des dépenses spécifiques dans un établissement pénitentiaire telles qu'elles résultent de préoccupations de solidité de sécurité... » (Monde du 31-1-11-64.)

Tout d'abord il est remarquable que ce digne représentant de la bourgeoisie bien pensante ne songe pas un seul instant qu'un tel établissement puisse accueillir des jeunes gens de sa classe !

D'autre part, nous sommes bien aise d'apprendre que la sécurité et la solidité ne sont pas nécessaires pour les habitations destinées aux ouvriers. Ces deux qualités ne sont spécifiques qu'aux prisons. Elles doivent durer et être des lieux sûrs. Ne sont-elles pas les piliers du pouvoir de tous les Sabatier et consorts ?

PERMANENCES :

- **Tous les SAMEDIS de 16 à 20 heures, 29, rue Château-Landon, Paris X.**
- **Tous les MARDIS de 17 à 20 heures, café « Le souterrain », bld Ney.**

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste» capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible, d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

En librairie :

"SOCIALISME ET AUTOGESTION"

L'EXPÉRIENCE YOUGOSLAVE

par Albert Meister

Le livre de Meister est intéressant à plus d'un titre. Quoique l'auteur, sociologue et spécialiste du développement communautaire, ne soit à l'aise que dans son domaine et qu'il n'aborde qu'incidemment les problèmes politiques, une documentation de tout premier ordre, une description des organismes d'autogestion dans tous leurs aspects, font de ce livre un ouvrage complet pour tous ceux que la question yougoslave intéresse.

La rupture des liens entre le Kominform et le Parti Communiste Yougoslave en 1948, amena les dirigeants yougoslaves, soumis d'une part aux pressions hostiles des pays du glacis, et en butte d'autre part à un mécontentement intérieur grandissant, à créer exnihilo des comités populaires, des communes, continuateurs des comités de libération. Le « schisme » permettait d'ailleurs au gouvernement titiste, en spéculant sur les sentiments antirusses et antibureaucratiques de la population, de compenser par un soutien populaire, la perte de l'appui soviétique. Puis, en 1950, les Conseils Ouvriers seront institués afin d'essayer de sortir de la stagnation économique (et, surtout, dirions-nous, de donner un semblant de compensation aux travailleurs). Il est donc important de constater que ni les Comités Populaires, ni les Conseils Ouvriers n'étaient des créations spontanées des masses, mais un moyen pour le Parti Yougoslave de regagner, ou de renforcer sa popularité.

L'étude du Conseil Ouvrier, de son rôle, de sa composition sociale, n'est important que dans la mesure où aujourd'hui, certains les considèrent comme de véritables organismes de pouvoir ouvrier, ou comme suffisant à donner un « caractère ouvrier » à un pouvoir d'état prétendument socialiste.

Les élections aux Conseils Ouvriers ont lieu au scrutin secret sur des listes de candidats présentés par les syndicats, en principe, où tout groupe qui recueille au moins 10 % de signataires dans l'usine. Les candidats des syndicats sont, comme de bien entendu, triés sur le volet quant à leur orthodoxie politique ; les listes indépendantes (3,5 % du total en 1957) sont toutes théoriques, puisque l'auteur signale que les « opposants » au régime sont systématiquement renvoyés des usines. Les élections semblent donc n'être qu'une simple formalité.

Les compétences du Conseil Ouvrier ne s'étendent qu'à l'usine où il est élu, et sont uniquement d'ordre économique (adoption et réalisation des plans, gestion d'entreprise, répartition des revenus, etc...).

La composition sociale du Conseil Ouvrier est également révélatrice ; dans la commune étudiée par Meister, sur 562 membres des Conseils, 405 (72 %) sont des ouvriers ou des employés qualifiés ou hautement qualifiés, c'est-à-dire jouissant de salaires plus élevés que la moyenne.

Si l'on considère le conseil des producteurs de la même commune, on constate que sur 42 membres, on ne compte aucun ouvrier non-qualifié, mais 10 fonctionnaires ; la même remarque s'applique au Conseil Municipal où l'on ne trouve, sur 50 membres, pas un seul ouvrier non qualifié, mais 20 fonctionnaires.

En 1956, les Conseils Ouvriers de l'ensemble du pays comprenaient 11 % de non-qualifiés alors qu'ils représentaient 30,7 % des ouvriers de l'économie. En outre, 80 % des ouvriers interrogés n'avaient jamais été élus aux Conseils Ouvriers, et 91,3 % aux Conseils de Direction.

Comme nous allons le voir, cette couche d'ouvriers et d'employés privilégiés sont, pour la plupart, membres de la Ligue des Communistes de Yougoslavie.

En Croatie en 1957-58 31,2 % des membres des conseils ouvriers et 41,5 % des comités de direction des entreprises sont communistes. Dans la commune étudiée, les trois quarts des députés du conseil municipal, 60 % des députés au Conseil des producteurs, près de 82 % des cadres supérieurs et plus de 87 % des cadres intermédiaires le sont aussi. Pour l'ensemble du pays, 59 % des sièges communaux et 62,6 % des sièges des conseils citoyens, sont occupés par des membres de la Ligue.

La majorité des « Communistes » occupant ces fonctions sont, soit des ouvriers qualifiés ou hautement qualifiés, soit des fonctionnaires, soit des cadres. C'est pourquoi l'explication de Meister selon laquelle les « Communistes » n'ont aucun avantage matériel n'est guère convaincante. Ces avantages les « Communistes » les ont au titre de spécialistes.

L'évolution des salaires en Yougoslavie montre une disproportion de plus en plus élevée entre les salaires des « peu qualifiés » et ceux des spécialistes :

SALAIRES EN DINARS

Catégorie	Années 1951	1960
Ouvrier non-qualifié	7.727	8.000 9.000
Ingénieur	9.645	30.000 35.000

ECART MOYEN DES SALAIRES EN % :

Catégorie	Années 1951	1956
Ouvrier qualifié Ouvrier hautement qualifié	38,3	109,3
Employé auxiliaire Employé de formation supérieure	70,5	158,2

La situation se détériore à un tel point, et les injustices deviennent si flagrantes, que le gouvernement proposait en juillet 1962 de revenir à l'échelle salariale de 1960 (de 1 à 7) et de fixer les maxima de salaires entre 80.000 et 120.000 dinars, l'échelle étant à cette époque, dans certaines usines, de 1 à plus de 20 (de 8.000 à 170.000). De plus, outre ces salaires très élevés, les cadres bénéficient de toute une série d'avantages en nature : logement, voiture, etc...

Dans la commune où se déroulait l'enquête, 44,2 % des ouvriers interrogés estimaient le salaire minimum à 30.000 dinars, alors que seuls 20,7 % d'entre eux en bénéficiaient et que, sur l'ensemble du pays, 41 % des salariés gagnaient moins de 25.000 dinars.

Et, bien que la situation de la majorité d'entre eux soit critique, les ouvriers n'ont aucun moyen de se défendre, car, si dans un beau geste de « libéralisme », le gouvernement n'a pas interdit formellement le droit de grève, il n'en reste pas moins que le code pénal prévoit des sanctions sévères dans les cas de cessation de l'exercice du travail professionnel ou de négligence de cet exercice. De plus, chaque travailleur est muni d'un livret de travail et ne peut être embauché sans celui-ci, sous peine de sanction pour l'employeur, ce qui constitue un moyen de pression et de contrôle politique idéal.

Pour vivre, la plupart des travailleurs font donc la double journée de travail, « au noir », ce qui est légalement interdit, mais très largement toléré. En l'absence d'une forme possible d'opposition légale, les ouvriers pratiquent la résistance passive à l'exploitation, ce qui se traduit, comme dans la plupart des pays de l'Est, par un absentéisme considérable (jusqu'à 30 %), un bas niveau de productivité (inférieur dans l'industrie et les mines à 100 % par rapport à la France et 200 % par rapport à l'Angleterre) et, par de multiples détournements et détériorations de la « propriété socialiste » (14 % de tous les délits en 1960).

Pour lutter contre ces « déviations » on a, d'une part, alourdi les peines et, d'autre part, introduit des primes à la production en mai 1959 et fin 1961, ce qui a provoqué un vif mécontentement dans la classe ouvrière... qui n'a certainement pas compris que le camarade Tito et les autres dirigeants géniaux du pays ne prenaient toutes ces mesures que dans son intérêt.

La situation de la majorité des paysans apparaît encore plus désastreuse qeu celle des ouvriers de l'industrie. La paysannerie qui fut le plus sûr soutien du régime à ses débuts bénéficia de la réforme agraire de 1948 : 800.000 heures furent partagés entre 316.000 paysans. C'est à cette époque que la popularité du parti fut la plus grande dans les campagnes. Mais, soudain, en juin 1949 le Comité Central décide la collectivisation forcée et en six mois 17 % de la population paysanne et 24 % des terres forment des coopératives de travail. Le résultat de cette politique ne tarde pas à se faire sentir ; la résistance des paysans provoquent une situation alimentaire catastrophique. En 1953 lorsque le gouvernement autorise les paysans à se retirer des coopératives, 4/5 de celles-ci seront dissoutes entre mars et décembre.

Si depuis cette époque les coopératives et les fermes d'Etat ont enregistré certains progrès il n'en reste pas moins que, de 62 % en 1931, le nombre de fermes possédant une charrue, tombe à 45 % en 1957, bien qu'il n'y ait eu aucun regroupement notable. On signale aujourd'hui la réapparition des usuriers dans certaines régions agricoles.

Cette situation fait dire à Meister :

« Quant à la masse des innombrables petits paysans, ceux pour qui 18 ans de Socialisme n'ont pas encore transformé l'existence, il y a peu de chance que leur situation s'améliore rapidement. »

La planification montre elle aussi de façon éclatante les faiblesses de la politique économique du régime, bien que le taux d'accroissement soit un des plus élevés au monde.

Jusqu'en 1951 la planification yougoslave est semblable à celles appliquées dans les démocraties populaires ; puis, à cette époque, elle fait place à une planification plus « souple » ou un rôle important est attribué aux conseils ouvriers et aux coopératives.

Mais ce que l'on a qualifié « d'abus » et qui ne sont que les conséquences logiques de ce système ne tardent pas à apparaître ; les cadres n'étant intéressés qu'à la productivité de « leurs » propres entreprises se conduisent alors comme de véritables patrons, licencient les femmes et les travailleurs âgés, se répartissent une part considérable des bénéfices par rapport aux investissements, investissent uniquement selon l'état du marché, stockent pour vendre aux meilleurs prix ; des accords sont passés entre entreprises pour maintenir les prix, les entreprises les plus industrialisées gardent jalousement leurs nouvelles méthodes de production de peur que les autres s'en emparent et fassent baisser les prix. On constate les mêmes phénomènes dans l'agriculture (stockage de denrées) mais, dans ce domaine, cela va jusqu'à la destruction pure et simple des stocks pour maintenir les prix... comme dans le bon vieux système capitaliste.

En 1958 la Fédération (c'est-à-dire l'Etat) disposait de 38,3 % des investissements, les conseils ouvriers et les coopératives de 38,2 % et lorsque l'on sait les motivations qui guident les investissements de ces derniers on comprend alors cette réflexion de Meister : « On s'est parfois posé la question de savoir si la combinaison qu'il (le plan) cherche à réaliser entre l'économie planifiée et certains emprunts au libéralisme (le principe de la concurrence par exemple) n'a pas ajouté les ennuis propres au système privé, à la rigidité de la bureaucratie du système planifié ».

« Le développement même du régime capitaliste, écrit-il dans sa conclusion, empêche en outre les pays neufs de suivre la voie que nos propres pays avaient choisis : à un capitalisme dynamique qui pourrait s'y créer nous avons fermé le marché international, nos monopoles mettent en cause leur indépendance et vident ces pays-là de leur plus-value... puisque les pays riches s'opposent à la politique de développement qui avait été la leur, une forme de socialisme est la seule politique des pays pauvres (pour s'industrialiser) ».

Pour Meister le socialisme n'est que l'apanage de pays pauvres cherchant à développer tant soit peu leur économie, et cette conception le conduit à justifier la dictature bureaucratique (baptisée « prolétarienne » en la circonstance) jugée nécessaire à la réalisation de l'accumulation du capital. Tous les aspects les plus révélateurs de cet état de fait sont masqués par un vocabulaire sociologique : la caporalisation des masses devient recherche de l'intégration sociale, la lutte contre les oppositionnels et les déviationnistes se transforme en lutte pour la cohérence du groupe, et tout cela au nom d'une société socialiste future (projet socialiste) vers laquelle « tendrait » la Yougoslavie. Mais, malheureusement, les œufs cassés ne semblent avoir aucune mesure avec l'omelette socialiste de l'an 2000.

L'affirmation du caractère « socialiste » de la Yougoslavie contredit les faits exposés et développés sur 400 pages. Meister confond un des aspects du socialisme, la planification avec le socialisme lui-même, et cela le conduit — comme bien d'autres, et c'est à sa décharge — à ne rien comprendre à la nature du régime titiste.

Mais peut-on jeter la pierre à un bourgeois libéral qui ne comprend pas ce qu'est le socialisme et le pouvoir ouvrier alors qu'aujourd'hui, des gens qui se prétendent « marxistes » se mettent allègrement à la remorque non seulement du stalinisme mais de tous ses sous-produits petits-bourgeois.

L. STERN

LA TRÈS DÉMOCRATIQUE RÉPUBLIQUE DU SUD-VIETNAM

(Suite de la première page)

Le Vietcong est aux portes de Saïgon. Mais aux portes seulement. Pour vaincre il faudrait que le Vietcong fasse appel aux travailleurs de Saïgon ; des villes et des plantations. Les 48 heures de grève générale qui eurent lieu en août donnent une idée de la force que pourrait avoir le mouvement d'émancipation nationale s'il s'appuyait sur le prolétariat des villes. Ce n'est cependant pas la politique du Vietcong et des partis similaires de s'appuyer sur les ouvriers et de les mobiliser sur leur propre terrain de classe avec les moyens qui sont les leurs.

Ce serait pourtant le seul espoir pour le peuple du Sud-Vietnam de sortir du pourrissement où l'impérialisme enlise le pays.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
C.C.P : Maurice Schrœdt, 9424-78 Paris.

PERMANENCES

- **A Paris :**
  Tous les samedis de 16 à 20 h
  29, rue du Château-Landon
  Tous les mardis de 17 à 20 h
  Café « Le Souterrain »
  47, boulevard Ney
- **A Lyon :**
  Tous les samedis de 17 à 20 h
  Café « Le Clos Vert »
  113, Gde Rue de la Guillotière
  (Face de l'église Saint-Louis)

Directeur de publication :
M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués.